Le N° 2 Fr. N° 248 21 février 1981 douzième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)
section suisse de la IVe Internationale

FEMMES :
VIOL,
VIOLENCES. page 8

REAGAN: LA MENACE

"Le monde entier est l'affaire de l'Otan" **s'est exclamé récemment le ministre des affaires étrangères de Reagan, Alexander Haig, illustrant ainsi les bruits de botte qui fournissent le fond sonore des déclarations de l'administration Reagan. Ce dernier, dès son investiture, s'est livré à un feu d' artifice de déclarations musclées qualifiant les soviétiques de** *"menteurs et tricheurs"* **qui ne souscrivent pas** *"à notre définition de la moralité parce qu'ils ne croient en rien, ni en Dieu, ni en une autre vie après la mort, ni en une religion"* **!**

Quelques jours plus tard son ministre de la défense, Caspar Weinberger, annoncait froidement qu'il fallait renforcer les forces nucléaires tactiques américaines en Europe par la mise en place de la bombe à neutrons, provoquant immédiatement des réactions négatives de la bourgeoisie européenne et des avertissements de la bureaucratie soviétique.

Mais le shérif de Kansas City peut certainement manier plus facilement son colt 45 que l' impérialisme son gros bâton; et le New York Times précisa, à juste titre, que la force de Reagan ne réside pas précisément dans sa connaissance concrète de la situation mondiale.

suite à la page 3

sommaire

EDITO
Reagan : la menace 3
SOCIAL
Arts graphiques : débat sans concessions dans le SLP 4
Formation professionnelle : les Groupements patronaux vaudois avouent 4
Neuchâtel, statut des fonctionnaires : une loi bien maigre 5
POLITIQUE
Abolition du statut de saisonnier : la fin des haricots ? 3
Initiative fiscale du PdT : va-t-on de nouveau échouer de justesse ? 5
La nouvelle cuisine bourgeoise : dégraisser l'Etat 9
FEMMES
Viol – Violences 8
Briser le consensus social 8
DOSSIER
Course aux armements : l'intox du Pentagone 6 – 7
INTERNATIONAL
Aux côtés du SALVADOR en lutte 2
BELGIQUE : la combativité ouvrière contre l'austérité patronale 10
La Voix Ouvrière et la POLOGNE 10
USA : Quand Reagan veut "remettre l'Amérique au travail" 11
EL SALVADOR : défense internationale de la révolution 11
L'EVENEMENT
ESPAGNE : la gauche et la droite en crise 12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 45.–
une année, enveloppe fermée : . . . . . fr. 55.–
une année, étranger (Europe) : . . . . . fr. 80.–
Outre-mer : . . . . prendre contact avec nous
abonnement de soutien : . . . . . fr. 100.–

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale 1 000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry – Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET NOTRE POLITIQUE VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IVe Internationale
Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47
case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds
case postale 59, 2 800 Delémont 1
case postale 28, 1 700 Fribourg 6
case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02
case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
casella postale 225, 6 901 Lugano

VIENT DE PARAITRE :

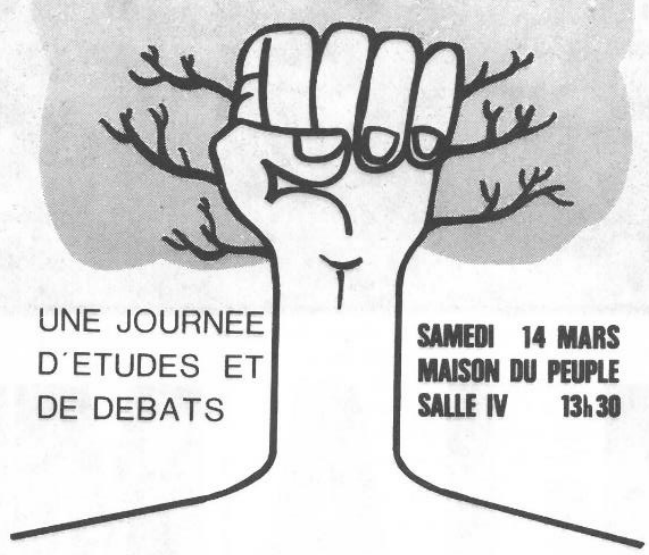
LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN DEBAT

Création d'ateliers publics d'apprentissage: questions et réponses

Parti Socialiste Ouvrier

En vente à nos librairies La Taupe, 8 bis rue de la Tour, 1004 Lausanne et 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève.

GAUCHE & ECOLOGIE



Organisation : Jeunesse Socialiste Vaudoise, Parti Socialiste Vaudois, Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR), Comité Lausannois Antinucléaire (CLAN), VPOD Vaud-Etat.

PROGRAMME

13 h. 30 – 14 h. 30
Quelle est la position des partis de gauche et des syndicats ?

14 h. 30 – 15 h. 45 (en 3 groupes de travail)
"La pollution du Léman", par Jean-Bernard Lachavanne, président de l'Association pour la sauvegarde du Léman
"L'énergie nucléaire et l'environnement", par André Gsponer, directeur de l'Institut international de recherche pour la paix de Genève (GIPRI)
"Les pollutions industrielles et l'hygiène du travail", par Pierre Olivier Droz et Claude Alain Bernhard, de l'Institut universitaire de médecine du travail et d'hygiène industrielle.

dès 16 h. 15
Le projet de nouvelle loi fédérale sur la protection de l'environnement, par Pierre Duvoisin, Conseiller national.
Puis débat général.

Fin vers 18 h.

SOUSCRIPTION SPÉCIALE "FORMATION PROFESSIONNELLE"

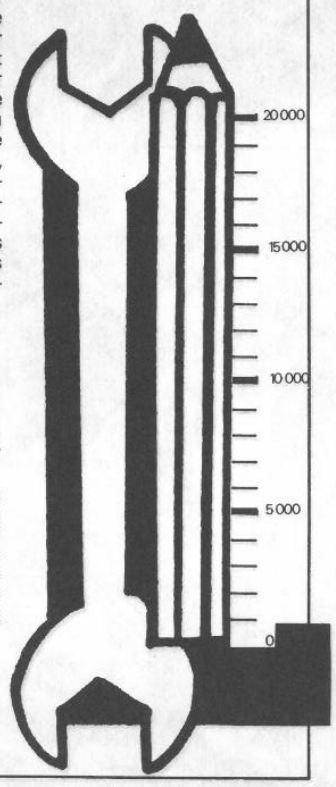
Nos lecteurs et abonnés l'ont appris récemment : le Parti socialiste ouvrier a décidé de lancer toutes ses forces dans la bataille pour faire aboutir l'initiative "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis". Récolter 100 000 signatures n'est pas une mince affaire : cela demande du temps, des heures de travail et de militantisme et aussi de l'argent, pour le matériel (listes de signatures, tracts, affiches, dépliants, brochures, etc.), pour les tâches administratives et pour bien d'autres choses encore. Aussi lançons-nous une souscription spéciale "Formation professionnelle" de

20 000 francs

afin d'assurer un soutien matériel minimum à notre récolte de signatures.

Nul doute que nos abonnés et nos lecteurs, conscients de l'enjeu que représente cette initiative pour l'ensemble du mouvement ouvrier, ne nous soutiendront – entre autres – à coup d'espèces sonnantes et trébuchantes. A vos tirelires donc !

VERSEZ VOS DONS au CCP 80 - 444 57, SAP-PSO, Zurich, mention : "Formation professionnelle".



"ETRE SOLIDAIRES" – ALERTEZ TVB !

Tout Va Bien *publie chaque semaine un calendrier de la campagne de soutien à "Etre solidaires". Vous qui participez à un groupe de travail régional ou local, écrivez-lui (Tout Va Bien, case postale 39, 1211 Genève 4) ou téléphonez-lui (022/20 63 77) !*

A TRAVERS LE MONDE

AUX COTES DU SALVADOR EN LUTTE

MEXIQUE : Le 22 janvier une manifestation de 70 000 personnes a été organisée à Mexico par le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section de la IVe Internationale), le PC, la JCR et le Courant Socialiste. Le 23 janvier, l'ambassade du Salvador était occupée. De plus, cinquante syndicats ont organisé un débrayage de 10 minutes en solidarité avec le Salvador. D'autres manifestations ont eu lieu à travers tout le pays. Le PRT joue un rôle central dans toute cette campagne.

ESPAGNE : Des mobilisations ont eu lieu dans les principales villes de l'Etat espagnol. A Bilbao, le comité de solidarité a regroupé environ 1500 personnes lors d'une manifestation le 22 janvier soutenue par les syndicats et avec la participation de tous les partis de gauche sauf le PSOE. Le 25 janvier, une manifestation de 20 000 personnes à Madrid contre l'OTAN et les bases américaines en Espagne a été saluée par un message du FDR. La LCR (section de la IVe Internationale) joue un rôle important dans toutes ces actions.

ITALIE : La LCR (section italienne de la IVe Internationale) a pris l'initiative d'une manifestation unitaire à Milan avec le soutien des principaux syndicats, de tous les partis de gauche et des démocrates-chrétiens, des sociaux-démocrates et du Parti républicain qui a réunie 1000 participants. Dans son message de salutation, le FDR a particulièrement souligné le rôle de la LCR dans ces initiatives de solidarité. Le 20 janvier, environ 300 personnes ont manifesté à Rome. A Brescia, la LCR a organisé en son nom propre une manifestation de 300 personnes. Nos camarades ont également contribué largement à faire adopter des résolutions dans des syndicats et des comités d'usines, notamment à l'usine d'automobile Alfa Romeo à Milan et dans l'entreprise Air Italia à Turin.

SUISSE : Le 17 janvier, le Parti socialiste ouvrier (PSO, section de la IVe Internationale) a participé à l'organisation d'une manifestation d'environ 3000 personnes à Berne. De plus le Comité Nicaragua-Salvador a organisé une tournée du FSLN axée sur les activités de solidarité.

BELGIQUE : La LRT (section de la IVe Internationale) a participé à une manifestation unitaire d'environ 3000 personnes à Bruxelles le 17 janvier.

SUEDE : Le comité Salvador-Guatemala et le Groupe de soutien et de solidarité au Salvador qui comprend 17 organisations latino-américaines a mené de nombreuses activités de solidatité en Suède. Outre nos camarades du groupe « Combate », le MIR chilien et le PRT argentin y participent avec d'autres groupes. Le 20 janvier il y a eu une manifestation de 350 personnes à Stockholm.

HOLLANDE : Nos camarades ont participé à l'organisation d'un rassemblement devant le Parlement qui s'est ensuite dirigé vers la délagation officielle du Salvador aux Pays-Bas, puis vers l'ambassade US. Des appels, signés par près de 100 organisations, avaient été insérés dans les plus importants quotidiens.

DANEMARK : Des activités de solidarité ont été organisées à Copenhague et Aarhus à l'initiative du SAP (section de la IVe Internationale) et avec le soutien des jeunes de la social-démocratie.

GRANDE-BRETAGNE : La solidarité avec le Salvador fut à l'ordre du jour d'une manifestation qui était prévue pour coincider avec l'entrée en fonction de Reagan et organisée contre les menaces de guerre (Against « Raygun »). Le vendredi 23 un vaste rassemblement se tint sur le thème « Salvador vaincra » avec un film, un orateur du Parti travailliste, des représentants du FDR, le haut-commissaire de Grenade. L'argent de la collecte fut donnée au FDR. *Socialiste Challenge* a récemment organisé un meeting sur le révolution dans la Caraïbe. Nos camarades participent au Comité Salvador.

USA : Le 11 janvier, 2500 personnes défilèrent à Washington pour exiger « Pas d'aide au Salvador ». Des groupes religieux (au même moment étaient faits des services religieux pour les 4 religieuses américaines assassinées), des syndicats, des femmes et des groupes politiques y participaient. Le comité Salvador des USA en Solidarité avec le peuple du Salvador était coorganisateur de cette marche (avec les forces religieuses pour le Salvador). Ce comité (CISPES) est le principal organisme de coordination de la solidarité. Le SWP y travaille et organise d'autres initiatives. (Par exemple « New York Speak out » sur le Salvador le 31 janvier avec le CISPES, Perspectiva Mundial et des orateurs religieux). Le 17 janvier, il y eut une forte manifestation de 3000 personnes à Berkeley (Californie). Les dokers de la côte ouest boycottent les cargaisons militaires US pour le Salvador.

éditorial

suite de la première page

REAGAN: LA MENACE

C'est pourquoi, l'administration Carter à peine défunte, la nouvelle équipe montra aussi des hésitations, les ordres succèdant aux contre-ordres. Haig se voyait obligé de démentir les propos de Weinberger tandis que Reagan répondait à un journaliste qui lui demandait les raisons de ses propos intempestifs : *"J'espérais aujourd'hui que vous ne me poseriez pas cette question. Vous l'avez cependant posée."* !

Ces hésitations ne doivent pas tromper toutefois. L'arrivée au pouvoir de Reagan est l'expression de la volonté de la bourgeoisie américaine d'opérer un tournant à droite plus accentué à l'intérieur des Etats-Unis et à l'echelle internationale. Cette volonté s'exprime dans des projets dont la réalisation dépendra de la résistance qui leur sera opposée par la classe ouvrière américaine. Celle ci arrive dans ces nouvelles confrontations avec une certaine force syndicale qui peut aussi connaître un développement politique. Dans une très large mesure, la classe ouvrière n'a pas voté pour Reagan. Aussi essaie-t-il de se créer une base sociale par des campagnes nationalistes et militaristes, comme lors de l'affaire des otages US en Iran. Les contradictions de la politique de Reagan doivent être recherchées dans son programme, annoncé lors de la campagne pour la présidence et qui commence à prendre forme aujourd'hui. Il a promis une croissance décisive des dépenses d'armement, combinée avec une réduction des impôts et un démantèlement de l'Etat *"omniprésent"*. Or, déjà sous l'administration Carter, le Pentagone avait vu son budget augmenter de façon sensible – en quatre ans il était passé de 100 à 171 milliards de dollars. Pour l'année 1981 ce budget devrait être augmenté à 178 milliards, en 1982 à 220 milliards soit en deux ans une augmentation de 22 o/o. En même temps Reagan annonce son intention de baisser les impôts. A moins d'augmenter encore l'endettement de l'Etat américain, qui s'élève déjà à 1 200 milliards de dollars, Reagan n'aura pas d'autre solution que de financer son programme par des coupes massives dans les prestations sociales de l'Etat. Rien ne dit que les catégories sociales bénéficiant de ces prestations vont accepter leur diminution ou leur suppression. Les effets du discours sur l'Etat bureaucratique s'arrêtent là où le niveau de vie, déjà fortement atteint par l'inflation et le chômage, subit une menace supplémentaire.

Reagan va également être confronté à des problèmes délicats à l'échelle internationale. Alors que se développent les mouvements d'oppositions à la relance de la course aux armements – atomiques en particulier – les bourgeoisies européennes renaclent à suivre sans autre les incitation de Washington. Le leadership incontesté des Etats-Unis n'est pas encore rétabli et ne semble pas devoir l'être à l'avenir. Mais ces contradictions, ces hésitations ne doivent, à aucun moment, entraîner une sous-estimation des dangers que Reagan et l'impérialisme US créent pour l'humanité toute entière. Face aux fauteurs de guerre impérialistes l'heure est plus que jamais à la lutte internationaliste pour la paix, pour le désarmement de l'impérialisme et pour le socialisme par l'armement des masses.

André Meylan

Abolition du statut de saisonnier :

La fin des haricots ?

La violente campagne patronale contre "Etre solidaires" qui s'annonce n'a pas pour base des considérations d'ordre moral ou philosophique, mais la défense d'intérêts matériels considérables. Et les millions investis dans la campagne par l'USAM, les cafetiers-restaurateurs et autres associations se justifient par les bénéfices quotidiens énormes réalisés grâce au statut de saisonnier. Le patronat des secteurs qui n'emploient pas de saisonniers a également un intérêt matériel évident au maintien de discriminations envers les travailleurs immigrés. Les représentants politiques de la bourgeoisie se sont d'ailleurs coalisés dans un comité national contre "Etre solidaires".

Le statut de saisonnier, indispensable à l'économie ?

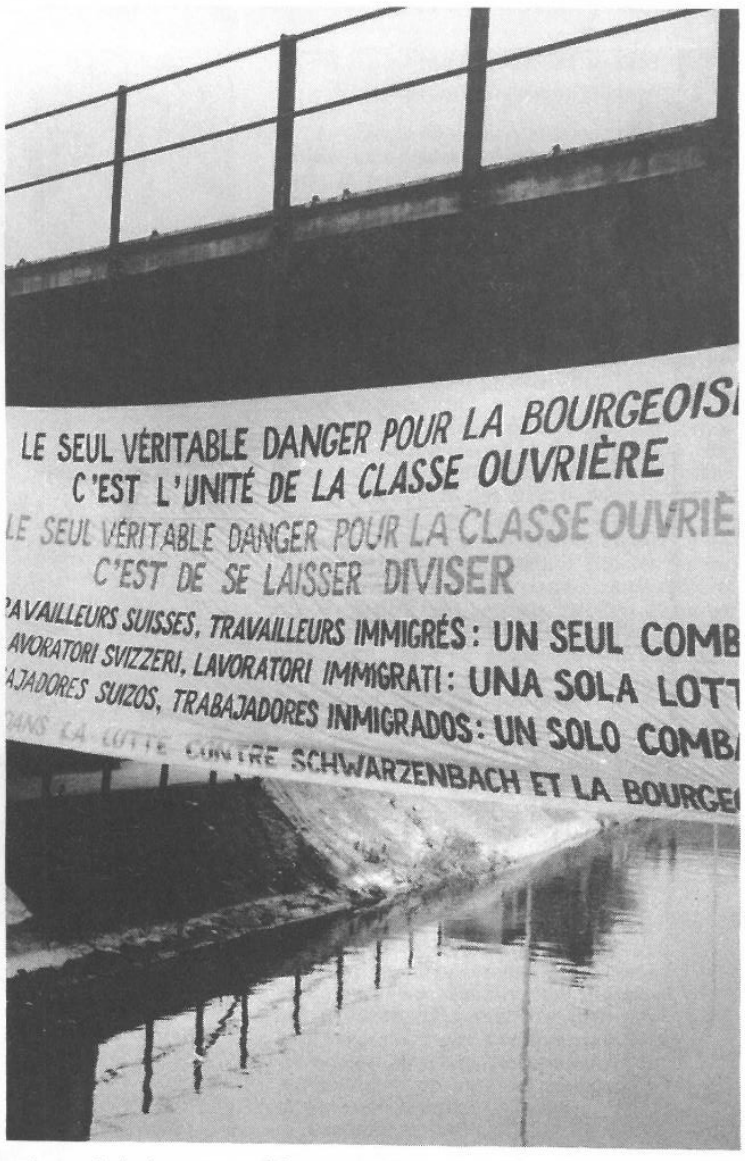
Il existe indéniablement des travaux à caractère nettement saisonnier, l'hôtellerie de certaines régions touristiques et l'agriculture. La situation des entreprises de construction, principales "consommatrices" de saisonniers (57 000 sur 96 000 en 1979) est beaucoup plus discutable. Sur la plupart des chantiers (sauf dans certaines régions de montagne), il est aujourd'hui techniquement possible de travailler toute l'année. Ce serait plutôt le statut de saisonnier qui forme obstacle à une activité continue pendant toute l'année.

Mais de toute façon la suppression du statut de saisonnier n'interdirait pas à un travailleur, immigré ou non, de s'engager dans des emplois saisonniers. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans les autres pays d'Europe, où il existe également des travaux saisonniers sans qu'il y ait besoin d'un statut spécial. Si le bâtiment, l'hôtellerie ou l'agriculture ont "besoin" du statut de saisonnier, c'est à cause des bas salaires et des conditions de travail qui règnent dans ces branches. Les défenseurs de ce statut avouent d'ailleurs franchement dans une récente brochure [1] que les travailleurs immigrés quitteraient les métiers saisonniers si l'on abolissait ce statut. En d'autre termes : les conditions de travail de ces professions sont tellement mauvaises qu'aucun travailleur ne voudrait y rester s'il n'y était pas forcé ! Le patronat de ces branches devrait évidemment améliorer les conditions de travail de ses ouvriers en cas d'abolition du statut de saisonnier. C'est bien là un des buts recherchés par cette revendication.

Régions et saisonniers

Les branches et les régions qui utilisent massivement la main-d'œuvre saisonnière connaîtraient probablement quelques difficultés en cas d'abolition du statut. On ne quitte pas un régime d'exception sans s'exposer à des risques de perturbations. Cela signifie essentiellement que la Confédération devrait prendre, au moins à titre transitoire, des mesures complémentaires d'aide économique aux branches et régions concernées.

Le mouvement ouvrier ne peut pas admettre que l'économie d'une région doive sa survie au fait que l'Etat central force une catégorie de travailleurs – par des restrictions fondamentales de leurs droits les plus élémentaires – à accepter des conditions de travail nettement inférieures à la moyenne. De toute façon, le statut de saisonnier ne résoudra pas le problème du développement économique inégal entre régions et branches riches et pauvres; tout au plus permet-il à la bourgeoisie de repousser ce problème. L'abolition du statut de saisonnier la forcerait à l'aborder enfin réellement, en misant sur des options moins aléatoires que le tourisme et la vente spéculative d'appartements de luxe.



Derrière les arguments économiques, les intérêts de classe

En défendant la nécessité absolue du statut de saisonnier, les bourgeois affirment la nécessité de bas salaires, d'horaires de travail longs, de conditions pénibles (on retrouve ces caractéristiques dans toutes les branches utilisant des travailleurs saisonniers) pour la survie de leur économie.

La mise à mort de la poule aux œufs d'or ! L'argument est le même chaque fois que des syndicats négocient des conventions collectives ou que des ouvriers revendiquent des améliorations. Les travailleurs ont appris à s'en méfier, sachant en outre que la bourgeoisie suisse est riche et qu'elle n'est pas près de pleurer misère.

L'abolition du statut de saisonnier, l'obtention de droits élémentaires pour les immigrés imposeront certainement des frais au patronat. Car cela permettra d'améliorer les salaires les plus bas, d'éliminer la peur, de favoriser la compréhension entre travailleurs, toutes choses qui permettent un renforcement syndical. Les patrons n'en veulent à aucun prix.

Henri

1) "Un statut de saisonnier raisonnable et nécessaire", publié par le "Centre d'information sur le statut de saisonnier".

Syndicat du livre et du papier

Le Gutenberg

L'effort humain n'a pas l'âge de raison

Rétrospective sur notre lutte pour le CCT 80

Et après ?

C'est pas nous, c'est les autres !...

Droits et devoirs

Parlons encore de la démocratie syndicale...

Après la grève dans les arts graphiques :

Débat sans concessions dans le SLP

Le contrat collectif de travail dans les arts graphiques ayant été signé, l'heure est au bilan. Les membres du Syndicat du Livre et du Papier (SLP) soutiennent-ils vraiment une politique syndicale qui, par la solidarité active, cherche à en resserrer les rangs ? Le syndicat peut-il encore payer des permanents qui jouent aux briseurs de grève ? Ou est-ce que la grève n'était qu'une aventure impulsée par quelques responsables peu au fait des réalités ?

Voilà quelques-unes des questions qui sont ouvertement et intensément discutées ces temps dans les deux organes du SLP, le "Gutenberg" et l' "Helvetische Typographia".

Un des premiers temps forts de ce débat se déroulera lors de l'assemblée extraordinaire des délégués qui sera exclusivement consacrée au bilan de la grève. Les délégués devront dire s'ils continuent à appuyer la politique opiniâtre menée comme la seule méthode pour obtenir quelque chose des patrons. Cela permettra aussi de poser des jalons pour l'avenir du syndicat : comment continuer ? quelle direction, quel président correspondent réellement aux vœux de la majorité du syndicat ? Formellement, l'élection du président se déroulera lors de l'assemblée ordinaire de juin 1981. En mars cependant, d'importantes réélections au Comité central du SLP auront lieu. A Bâle, une candidate se présente contre l'actuel président de la section et briseur de grève Heinz Trautwein. Bien que cette élection n'ait pas d'effets immédiats, cette candidature de combat permettra certainement de renforcer la politique nationale du syndicat à Bâle.

Ces jours, le président central du SLP, E. Gerster, a aussi pris la plume. Les articles publiés par notre organe en langue allemande, "Bresche", l'ont piqué au vif. Il demande donc aux syndiqués de concourir à éclaircir la situation dans le SLP. Il ne pense pas par là mettre en accusation les permanents syndicaux qui refusèrent de se plier à la discipline syndicale, mais bien ouvrir sa campagne électorale par un éditorial (Helvetische Typographia du 21. 1. 1981) attaquant le Parti socialiste ouvrier (PSO). Une lecture même superficielle permet de se rendre compte que E. Gerster vise en fait tous les syndiqués qui se sont engagés pour un meilleur CCT et qui, au cours de leur lutte n'ont ressenti la direction syndicale — deux fois mise en minorité — que comme un obstacle.

Nous publions ci-dessous la réponse du PSO au président central du SLP, publiée dans le "Gutenberg" no 7, du 12 février 1981.

Le PSO répond à Erwin Gerster

Cher collègue Gerster,

Dans ton article "Et après ?" (*Helvetische Typographia,* 21 janvier) tu appelles les membres du SLP à ne pas se laisser entraîner par les "buts extrémistes" du PSO.

Notre parti a soutenu la lutte du SLP que les éditeurs de journaux ont décriée comme extrémiste, parce que — et nous sommes tout à fait d'accord avec toi sur ce point — "nous dépendons tous les uns des autres". Tu nous as d'ailleurs envoyé une lettre au nom du SLP pour nous remercier de notre solidarité pendant les actions de grève.

Le terme "extrémiste" cache donc un certain point de vue et certains intérêts. Contre quoi mets-tu donc en garde les syndiqués ? Cela te dérange peut-être que nous écrivions dans *la Brèche* que la politique du SLP (dont tu es le président) est un test pour le PSO. Oui, nous pensons que le test de toute politique du mouvement ouvrier est de savoir si elle contribue ou non au renforcement des syndicats.

Notre parti et ses membres ont défendu publiquement, dans la mesure de leurs moyens, les revendications du SLP pendant les négociations de la convention collective. Ils ont contribué à organiser des actions de solidarité dans les autres syndicats. Les syndiqués SLP de notre parti ont bien sûr participé loyalement, dans le cadre des décisions majoritaires du syndicat, aux activités pour une meilleure convention collective.

Tu nous reproches de ne chercher que la confrontation dans les discussions du syndicat. Ce reproche nous étonne. Il serait plus juste de dire que les militants SLP de notre parti s'engagent avec force pour que les décisions prises démocratiquement par les syndiqués soient aussi appliquées par les permanents.

Il est aussi faux d'affirmer, comme tu le fais, que nous préconisons "la lutte à tout prix" contre l'ASAG. Le syndicat devrait-il renoncer à ses buts seulement parce que cela ne plaît pas aux patrons ?

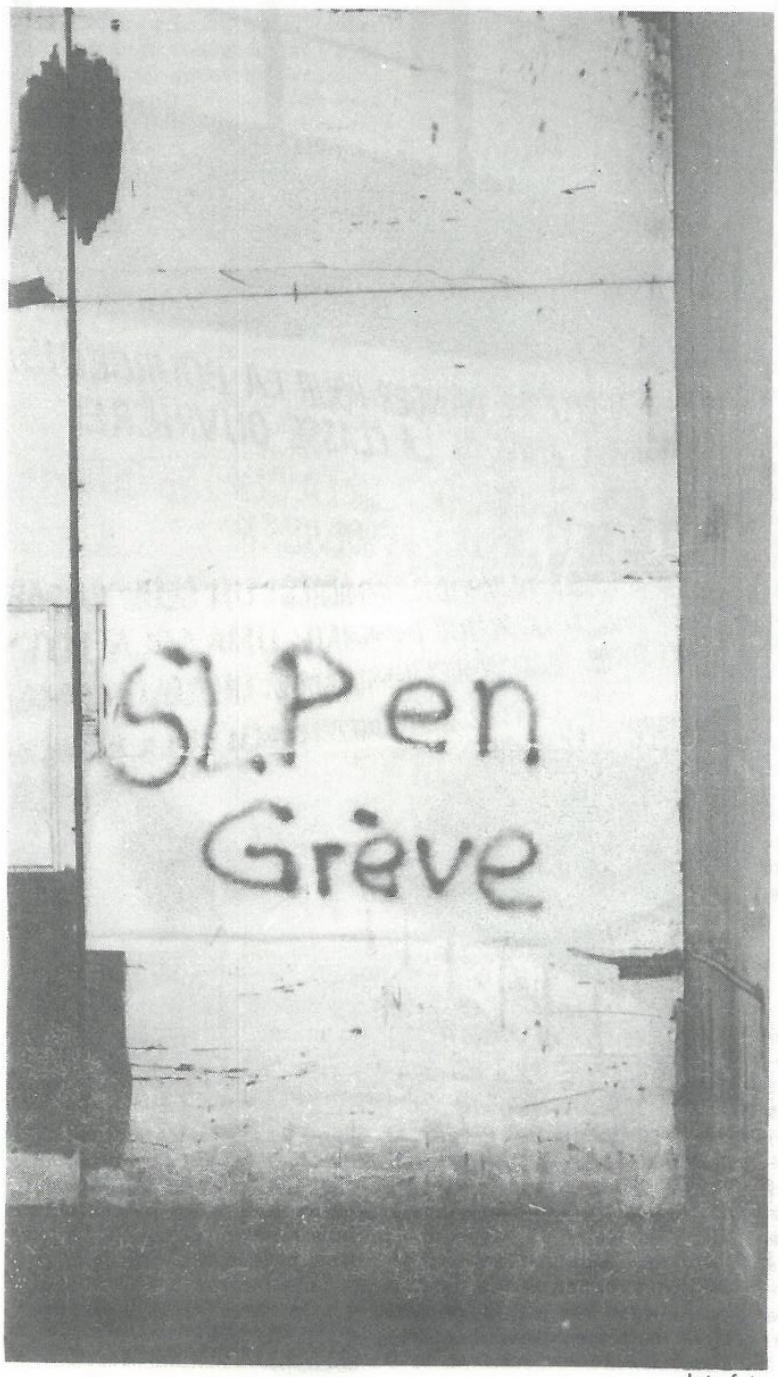
Tu dis que les capacités professionnelles des syndiqués, la volonté de perfectionnement professionnel et de recyclage sur les nouvelles techniques et le haut degré d'organisation sont nos meilleures armes. Pour nous aussi, ces questions sont importantes, et c'est pour cette raison que nous nous battons pour que la mise en pratique du perfectionnement et du recyclage ne dépende pas de la seule bonne volonté patronale.

Nous ne croyons pas que chaque entreprise puisse ou veuille garantir un recyclage. Ainsi, pour nous, la revendication "droit à une formation professionnelle de qualité pour tous" passe par des ateliers publics de formation. Cette question est tellement importante que nous avons sollicité tous les syndicats et tous les partis de gauche de lancer avec le PSO une initiative nationale "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis". Quelques organisations et beaucoup de personnalités du mouvement ouvrier se sont engagées pour cette initiative et nous espérons que le SLP aussi contribuera à son succès.

Nous parviendrons aux buts que nous nous sommes fixés par la force du mouvement ouvrier décidé, et non par la "lutte à tout prix". Ainsi, nous gagnerons à la solidarité syndicale ceux qui aujourd'hui encore sont découragés. Nous ne cachons pas nos buts ! Les confrontations avec le patronat, son Etat et ses partis donneront la force et la confiance au mouvement ouvrier pour qu'il devienne enfin la force politique décisive de ce pays.

Le SLP aussi peut jouer un rôle important dans ce sens, tout comme il l'a fait en obtenant le premier la semaine de quarante heures. Et nous sommes convaincus que le SLP ne pourra qu'y gagner en crédibilité.

R. Riemer (PSO)



Interfoto

Initiative sur la formation professionnelle :

LES GROUPEMENTS PATRONAUX VAUDOIS AVOUENT !

Les premières présentations de notre initiative "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis" faites par la presse quotidienne n'ont pas tardé à provoquer les réactions du camp bourgeois. Le Service d'information des Groupements patronaux vaudois, après avoir constaté avec amertume que cette initiative participe d'une évolution "*fâcheuse*" qui "*restreint les responsabilités des professions*" (lisez : qui diminue le pouvoir du patronat) avance, comme l'une des critiques principales, l'argument suivant : "*L'apprentissage exclusivement en écoles ou en ateliers publics suppose l'engagement d'un très grand nombre de maîtres permanents; ce corps enseignant n'existe pas et, pour le former, il faudrait dégarnir les entreprises d'un personnel qualifié déjà trop rare*". Mis à part le fait que notre initiative ne prévoit justement pas d'apprentissage "exclusivement en écoles", on soulignera toutefois l'aveu de taille fait au passage par le patronat vaudois : le système actuel de formation entraîne un manque de personnel qualifié dans les entreprises ! Quant à la solution proposée par les Groupements patronaux vaudois, elle est encore plus révélatrice de la situation réelle de la formation professionnelle sous monopole patronal : "*Pour renverser la tendance, il importe que les professions organisées agissent de manière positive, en multipliant les efforts pour que l'apprentissage dans les entreprises réponde aux besoins : en aménageant un nombre suffisant de places d'apprentis, en améliorant aussi la qualité de la formation professionnelle*".

Force nous est donc de constater qu'actuellement, toujours selon les Groupements patronaux, l'apprentissage dans les entreprises ne correspond pas aux besoins (sinon à quoi bon multiplier les efforts ?), que le nombre des places d'apprentis n'est pas suffisant (puisqu'il faut en aménager) et que la qualité de la formation professionnelle n'est pas si bonne (puisqu'il faut l'améliorer) ! Cette impressionnante série d'aveux, qui sont autant d'autogoals, démontre en tout cas que la simple mention d'une initiative pour des ateliers publics amène nos patrons à envisager immédiatement plusieurs améliorations de l'apprentissage en emploi. Et que donc ils ressentent d'entrée de jeu tout le danger de la concurrence que créerait la réalisation d'ateliers publics. C'est dire que même si ceux-ci ne forment qu'une minorité de jeunes, ils contribuent à améliorer la situation de l'ensemble des apprentis.

Les Groupements patronaux vaudois ne sont pas les seuls à être entrés dans la danse. Dans son numéro du 10 février, la "Nouvelle revue de Lausanne", organe du radicalisme vaudois, consacre tout un éditorial, intitulé "Tentative de sabotage" , à notre initiative. Les arguments utilisés prouvent à tout le moins que l'information circule bien entre les Groupements patronaux et les radicaux vaudois. Si les enfants de Louis Ruchonnet n'ont visiblement pas une connaissance approfondie de la formation professionnelle, par contre ils possèdent suffisamment de nez politique pour déceler l'un des "dangers" de cette initiative : "*Pour l'instant ni le Parti socialiste ni l'Union syndicale ne se sont prononcés. On attend avec beaucoup d'intérêt leur prise de position*". Gageons que cet intérêt se transformerait très vite en inquiétude si l'USS et le PSS acceptaient de mener une bataille unitaire du mouvement ouvrier pour l'amélioration de la formation professionnelle par la création d'ateliers publics.

Eric Peter

La "corbeille" d'une Bourse : on — enfin "ils", plutôt — y réalise de juteuses transactions que l'initiative du PdT veut imposer.

Initiative fiscale à Genève :

VA-T-ON DE NOUVEAU ÉCHOUER DE JUSTESSE ?

En juin 1979, le Parti du Travail (PdT) genevois déposait une initiative "pour la justice fiscale" qui allège considérablement la charge fiscale des bas revenus, accroît celle des hauts revenus (le barême actuel arrête sa progression à partir de 75 000 francs !) et introduit un impôt sur les holdings et les transactions boursières. Comme l'avait souligné le PSO (ex-LMR) en 1979 — nous avions alors participé à l'aboutissement de l'initiative — celle-ci mérite le soutien de tout le mouvement ouvrier. On ne peut que regretter que le PdT n'ait pas d'emblée opté pour une démarche unie de la gauche. Une précédente initiative fiscale, du PS celle-là, n'avait en effet échoué que de 500 voix et une large mobilisation pourrait, cette fois, en décider autrement.

Selon les estimations du PdT, cette initiative ne changerait en rien les recettes de l'Etat. En revanche, elle exempterait d'impôts les revenus au-dessous du minimum vital (11 000.- francs pour les personnes seules, 16 500.- pour les couples selon la situation de 1978) et profiterait à l'ensemble des salariés comme le montre le tableau suivant :

ne payent pas d'impôts actuellement	*14 837*	*9,01 o/o*
ne payeront plus d'impôts	*26 685*	*16,21 o/o*
*payeront un impôt diminué **	*102 390*	*62,20 o/o*
payeront un impôt augmenté	*20 697*	*12,58 o/o*

** jusqu'à revenu imposable de 46 571 francs pour les personnes seules et 63 900 pour les couples).*

En outre l'initiative introduit l'indexation des barêmes fiscaux au coût de la vie, qui est le seul moyen de combattre la progression à froid.

Un contre-projet surtout "contre"

Le Conseil d'Etat, sous l'égide du radical Ducret, l'a bien senti et vient de présenter un "contre-projet" à l'initiative du PdT. Contre-projet c'est beaucoup dire ! Car d'emblée le Conseil d'Etat élimine toute taxation des holdings et refuse de modifier les barèmes fiscaux existants — et donc l'exemption d'impôts pour les revenus au-dessous de 11 000 respectivement 16 500 francs (la limite est maintenue à la somme dérisoire de 3 000 respectivement 5 000 francs !). Ceux qui ne cessent de crier "moins d'impôts, moins d'Etat" (sauf pour les dépenses militaires bien entendu ...), se retrouvent les premiers à défendre les impôts et l'Etat lorsqu'il s'agit de taxer les revenus les plus modestes !

Du "contre-projet" ne ressort dès lors qu'une seule modification importante. Alors que le Conseil d'Etat s'oppose a toute refonte des barèmes, comme le fait l'initiative du PdT il s'empresse de montrer que cette refonte est pourtant bien nécessaire en proposant *"le système d'un barème inversement proportionnel aux barèmes actuels"*, afin de compenser un petit peu la progression à froid. Ce système permettrait d'opérer un rabais dégressif partant de 30 o/o pour un revenu jusqu'à 6 000 francs, avec des paliers de 20 o/o à 13 000, de 10 o/o à 19 000 francs, de 5 o/o à 50 000, de 4 o/o à 70 000, etc. Evidemment, la diminution de la charge fiscale pour les bas et moyens revenus est moins forte que dans l'initiative du PdT ! Quant à dire que ce système reviendrait à une sorte d'indexation le Conseil d'Etat embellit les choses dans le seul but de contrer l'initiative : l'adaptation de ces "barèmes-rabais" ne se ferait que lorsque l'indice des prix connaît une hausse de plus de 10 o/o (au taux actuel d'inflation, tous les deux ou trois ans) alors que l'initiative du PdT implique une réelle adaptation annuelle.

Une cohérence toute électorale

Mais le plus frappant dans le contre-projet du Conseil d'Etat est qu'il se dit prêt à renoncer à 17 millions de recettes fiscales (12,8 millions pour le canton, 4,1 millions pour les communes)...dans le seul but de couler l'initiative du PdT!! M. Ducret n'a pas manqué l'occasion de répéter à tout le monde que la situation financière est suffisamment saine pour le permettre —alors qu'il est en train de refuser aux fonctionnaires une diminution du temps de travail avec des arguments inverses!

Les manoeuvres ne manquent donc pas en cette année électorale. La votation est en principe fixée au mois de mai. Les travailleurs et toutes leurs organisations doivent clairement soutenir l'initiative du PdT sans tomber dans les pièges de M. Ducret! Malheureusement, il semble que le Parti socialiste (ou seulement ses élus?) ait opté pour le contre-projet avec un argument dont on laisserait volontiers la grossièreté aux bourgeois: exonérer les bas revenus (en dessous du minimum vital!) est impossible car chacun doit une modeste contribution à l'Etat. Ces censeurs savent pourtant qu'une taxe personnelle de 15 francs est de toute façon perçue, et ce n'est donc qu'un tour de passe-passe pour favoriser un contre-projet bourgeois plus défavorable aux salariés. Belle "gauche unie"!!

Le PSO s'engagera aux côtés du Parti du Travail pour que son initiative gagne. Il est décisif que, dans les syndicats, toutes les fédérations et les cartels soutiennent cette initiative, quelles que soient les hésitations du Parti socialiste.

M. Thévenaz, 17.2.81

Statut des fonctionnaires neuchâtelois

Une loi bien maigre

La dernière session du Grand Conseil neuchâtelois (à majorité bourgeoise) s'est penché sur le nouveau statut des fonctionnaires cantonaux. Il était donc question des conditions de travail des employé(e)s des administrations cantonales, des enseignant(e)s, des cantonniers, des policiers, etc. D'un parlement de droite il ne pouvait sortir qu'un compromis qui maintient la situation présente sur les points essentiels:

*aucune augmentation réelle des traitements. Les fonctionnaires neuchâtelois restent parmi les plus mal payés sur le plan national;

*refus des 4 semaines de vacances.

La seule amélioration appréciable passa grâce à l'absence de quelques députés bourgeois lors du vote d'un amendement popiste: par 44 voix (PS-POP) contre 42, la loi introduit le principe de 4 mois de congé maternité.

L'adoption de ce statut pose le problème de la stratégie syndicale, en l'occurence celle de la VPOD.

Fortement présente au niveau cantonal (plus de 900 membres), la VPOD a été associée pendant 10 ans à l'élaboration de ce que la bourgeoisie appelle un laborieux compromis. Si la réflexion syndicale sur ce nouveau statut a permis de définir des revendications importantes pour les salarié(e)s — diminution du temps de travail, congé maternité, congés de courte durée, compensation des heures supplémentaires, etc—, la VPOD n'a par contre pris aucune mesure de pression publique pour appuyer ses propositions.

Une telle loi est le résultat d'un rapport de forces et il était de la responsabilité des organisations syndicales et des partis de gauche de mobiliser activement les fonctionnaires pour les 40 heures, pour des améliorations salariales. Et cela était possible quand on pense à la force de la VPOD. Qu'on se rappelle par exemple de l'importante manifestation organisée par les enseignant(e)s pour l'égalité salariale entre hommes et femmes.

Les nombreux amendements du POP et du PS sont une chose et il était bon de les proposer. Mais on voit bien que cela ne suffit pas pour imposer les revendications Non préparées par une mobilisation syndicale, ces propositions, aussi bonnes soient-elles, sont balayées par la droite. On n'a d'ailleurs pas retrouvé toutes les voix socialistes sur l'amendement en faveur des 40 heures (37 voix pour) et le Conseiller d'Etat socialiste Schläppy s'est même prononcé contre les 40 heures (au nom du gouvernement !).

La lutte pour la diminution du temps de travail et l'amélioration des salaires continue, dans une situation peut-être plus difficile après l'approbation de cette loi. Il en va maintenant de la responsabilité des militant(e)s de la VPOD de proposer des formes d'action susceptibles de mobiliser la base syndicale et de préparer des succès.

Correspondant

Régulièrement, et avec constance depuis quelques années, la presse occidentale se fait l'écho des cris d'alarme de l'OTAN ou de la Maison Blanche à propos d'une prétendue supériorité militaire soviétique. Les propagandistes de la machine de guerre américaine remettent alors au goût du jour l'épopée de la cavalerie mongole d'Attila, en la remplaçant par les divisions blindées soviétiques, qui piaffent d'impatience derrière le Rideau de fer. La bureaucratie du Kremlin envoie-t-elle l'Armée rouge en Afghanistan ? On noircit alors des centaines de pages sur la "ruée vers les mers chaudes" de l'Ours soviétique, sur le fabuleux accroissement de sa marine de guerre, en suggérant presque que l'impérialisme n'a plus que quelques canots à rames et deux ou trois barques de pêche à lui opposer.

De fait ces campagnes de presse, cette authentique intoxication des masses, possèdent un sens tout à fait fonctionnel et précis, à tel point que de nombreux observateurs partent du principe que lorsque le Pentagone américain dénonce une supériorité soviétique dans tel ou tel type d'armes, cela signifie qu'il est sur le point d'acquérir ou d'installer de nouveaux modèles, bien plus efficaces et meurtriers. Cela s'est vérifié une nouvelle fois lors de la campagne sur les missiles soviétiques SS-20, qui précéda de peu les efforts de déploiement des "Pershing" 2 et des "Cruise missiles". La prétendue supériorité soviétique n'est qu'un leurre grossier que l'impérialisme utilise pour justifier sa relance de la course aux armements.

Course aux armements :

L'INTOX DU PEN

Dans le cadre de cet article, il n'est bien évidemment pas possible de réfuter un à un tous les "arguments" avancés un jour ou l'autre par l'impérialisme et ses encenseurs. Nous ne répondrons qu'aux thèmes le plus souvent utilisés dans leur propagande. Auparavant nous ferons une remarque : dans la majorité des cas, la presse bourgeoise se contente d'avancer des données quantitatives (tant de blindés, de mégatonnes, etc.). Pas un seul Etat-major ne travaille cependant avec des données aussi simplistes – sauf dans sa propagande évidemment. Une estimation sérieuse d'un rapport de forces militaire comprend de très nombreuses autres données, telles que : état des réserves, précision, mobilité, fiabilité des armes engagées, genre de doctrine militaire tactique et stratégique employée, expériences acquises par les troupes et leur commandement, qualité de la maintenance du matériel, etc. Puis d'autres critères, moins directement militaires, doivent être pris en compte comme le moral de la troupe et de la population en général, le niveau de développement économique, la stabilité politique, etc. Seule la combinaison de ces différentes données permet de préciser ensuite l'efficacité réelle d'une machine de guerre. Les commentateurs bourgeois ne cherchent donc pas du tout, lorsqu'ils alignent les chiffres, à faire oeuvre scientifique : le matraquage des esprits reste leur seul souci. Examinons donc les "serpents de mer" les plus courants de cette propagande.

LES ARMES CONVENTIONNELLES

Tout soldat de l'armée suisse connaît la litanie de nos chers officiers sur les blindés soviétiques : il y en a entre 30 et 40 000 qui, là-bas, à l'Est, le moteur enclenché, le canon prêt à tirer, n'attendent que le premier signe de faiblesse de l'Occident pour foncer sur Romanshorn. Et en face l'OTAN – en y ajoutant la France – ne dispose que de 12 000 tanks. Nos galonnés oublient cependant de parler des 190 000 fusées antichars ultra-précises et à l'efficacité redoutable de l'OTAN. Comme ils oublient de dire que la plupart de ces chars soviétiques font figure d'ancêtres brinquebalants à côté de ceux de l'OTAN. Le dernier-né soviétique, le T-72 est déjà surpassé par le Leopard II allemand et le MX-1 américain qui intéressent fort l'armée suisse.

En outre, une attaque massive de blindés ne peut être conçue sans un appui aérien, domaine dans lequel les Soviétiques sont loin derrière les Occidentaux. Le ministre de la défense de l'ex-président Carter ne disait-il pas, à propos de l'aviation, que *"nos F-14, F-15, F-16, avec leur système de navigation, de radars et de munitions sont inégalables dans le monde"*.

Oui, mais la marine soviétique ? N'aligne-t-elle pas près de quatre fois plus de bâtiments que les USA ? Certes. Il faut cependant savoir que les 60 o/o des navires soviétiques sont des vedettes, des navires d'assistance ou des poseurs de mines. De plus, l'Institut de recherche sur la paix et la sécurité de Hambourg estime qu'un sixième de la flotte soviétique est aujourd'hui bon pour la casse; en 1976, la moitié de ses bateaux de plus de mille tonneaux avait déjà plus de

Un missile de croisière ("Cruise missile"). La charge nucléaire et l'ordinateur de guidage se trouvent à l'emplacement de la mâchoire.

Les curieux calculs de la CIA

Tous les mensonges, même les plus grossiers, sont bons aux agences de l'impérialisme pour justifier le développement fabuleux de son arsenal. Ainsi, en 1976, le Pentagone lança toute une campagne sur le thème "l'URSS investit 44 o/o de plus que les USA dans l'armement". Cette affirmation était basée sur un rapport de la CIA qu'un universitaire américain, F.D. Holzman a passé au peigne fin. Les résultats, instructifs, de son analyse ont été publiés dans l'édition de juin 1980 du "Bulletin of the Atomic Scientists".

Ainsi, la CIA utilise des méthodes de calculs différentes selon qu'il s'agisse des USA ou de l'URSS. Lorsque, par exemple, les Etats-Unis remplacent les missiles Maverick (coût unitaire : 65 000 dollars) par les missiles Wasp (qui, grâce au progrès technologique, coûtent 5 000 dollars de moins mais sont beaucoup plus efficaces), la CIA en déduit que l'investissement US a baissé à 60 000 dollars par pièce. Mais lorsque l'URSS procède à un remplacement analogue, la CIA estime que les investissements soviétiques ont augmenté puisque la nouvelle arme est plus efficace !

L'Union soviétique recourant, pour son armement, proportionnellement plus à la main-d'oeuvre qu'à la technologie, tous les calculs de la CIA surestiment systématiquement le coût de la première (calculée en dollars, aux prix US) par rapport à la seconde. Le coût de chaque soldat soviétique est de 10 000 dollars par an alors que chaque pièce de l'armement hautement technologique des USA est calculée à son prix le plus bas. Du reste, pour faire bonne mesure, la CIA englobe dans les forces armées soviétiques... le corps des gardes frontières.

Autre fine astuce : l'étude ne prend pas en compte l'appartenance des Etats-Unis à l'OTAN, ni celle de l'URSS au Pacte de Varsovie. Ce qui permet de passer sous silence le fait que pendant que l'OTAN investissait environ 75 milliards de dollars dans la défense militaire en 1978, le Pacte de Varsovie n'en dépensait que 12.

Après avoir réfuté ces calculs bien particuliers, F.D. Holzman juge, au terme d'une estimation globale, que l'Union soviétique investit le 60 à 70 o/o de ce que dépensent les USA pour l'armement. Donnée intéressante lorsque l'on sait que le déploiement de chaque nouveau système d'armes coûte, à parité égale, quatre à sept fois plus cher à l'URSS qu'aux USA. Par exemple, le sénateur américain Fullbright estimait que la signature des accords SALT de limitation des armements permettrait aux Etats-Unis d'économiser 100 milliards de dollars sur quinze ans et quatre fois plus pour l'URSS. On est très loin des affabulations mathématiques de la CIA...

quinze ans d'âge. Par ailleurs, les navires de surface de la marine soviétique ne disposent généralement pas de système de rechargement des torpilles et ne peuvent, comme leurs concurrents américains, faire feu durant des heures.

On le voit, contrairement à toute la propagande sur le "danger soviétique", la supériorité militaire conventionnelle appartient de fait bel et bien aux Etats-Unis et à leurs alliés. Les comparaisons faites ci-dessus pourraient aussi s'appliquer aux autres armes (infanterie, aviation de bombardement, infanterie de marine, etc.), le résultat final serait le même. Et dans le domaine des armes atomiques ?

L'ARMEMENT ATOMIQUE

En matière d'armement atomique, les media, plus préoccupés d'agitation anticommuniste que d'analyse scientifique, se contentent d'aditionner les fusées, les kilotonnes ou les mégatonnes. Les experts militaires eux utilisent une équation peu connue, pourtant bien plus précise et parlante, qui permet d'estimer la puissance destructrice réelle des armes, en tenant compte en particulier de leur précision. Sur la base de ce calcul, un rapport de la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants américaine (présenté à la suite de la signature de l'accord de Vladivostok en 1974) arrive à la conclusion suivante pour la période se situant *"vers le début ou la moitié des années 80"* : *"Les Etats-Unis seront capables de déployer des M.A.R.V (M.I.R.V. avec système d'acquisition d'objectif en fin de parcours) qui nous donneront une extrême précision à la fois sur nos I.C.B.M. et sur les 'Tridents' (fusées sur sous-marin qui succèdent aux 'Polaris')*. **Cela nous donnera une énorme amélioration (multiplication par 40) de notre capacité contreforce. Pendant la même période, les améliorations soviétiques (M.I.R.V. mais non M.A.R.V) feront que nous mènerons par 8 à 1."** (nous soulignons).

Le jargon utilisé par la commission obscurcit malheureusement la portée de ce passage. Pour bien la saisir, il faut savoir que MIRV désigne une fusée disposant de plusieurs ogives nucléaires qui peuvent être guidées indépendamment les unes des autres. Une fusée "mirvée" peut donc viser et toucher plusieurs buts différents. Cette technologie est parfaitement bien maîtrisée par les Etats-Unis, alors qu'il n'est même pas sûr que les dernières nouveautés de la technique militaire soviétique, les fusées SS-20 soient "mirvées". L'abréviation MARV concerne un palier supérieur de précision : l'ogive nucléaire indépendante est alors guidée par un radar-scanner qui lui permet de "reconnaître" et de toucher son objectif avec une précision de 25 mètres. Les Etats-Unis sont en train de mettre au point une version "améliorée" des missiles Pershing 2 qui, une fois orientés sur Moscou par exemple, se dirigeront sans hésitation sur le Kremlin, dont la configuration leur aura été programmée. Dans un but similaire, ils développent une ogive nucléaire blindée, capable de frapper le sol à 2 200 km/h et d'y pénétrer une douzaine de mètres environ avant d'exploser. L'abréviation ICBM désigne les missiles balistiques intercontinentaux. Sur ce point, les USA veulent réaliser *"le plus important projet militaire jamais lancé par l'homme"* (selon le Pentagone), le système MX . Il s'agit d'un vecteur pouvant transporter dix charges de 300 kilotonnes chacune, susceptibles d'atteindre leur objectif avec une précision de 100 mètres à une distance de 10 000 km. Chaque charge détruirait tout dans un rayon de 4 km. Disposés sur des plates-formes mobiles, les MX se déplaceront entre différents silos de lancement répartis autour de deux cents "pistes" ovales de 25 km de long. Coût estimé au départ de l'opération du déploiement du MX dans les Etats du Nevada et de l'Utah : 56 milliards de dollars auxquels s'ajoutent 8 autres milliards de dollars pour la mise en place de la défense rapprochée des sites de lancement.

Dans tous ces domaines, l'impérialisme possède et conserve donc une avance décisive. Comme le disait le général Seignious, directeur de l'agence américaine pour le désarmement : *"L'URSS ne détient pas la supériorité stratégique et ne l'obtiendra pas à l'avenir (...) Au contraire, notre potentiel militaire s'accroît, et les accords SALT laissent ouvertes toutes les options que nous jugeons utiles pour notre sécurité : les missiles de croisière lancés par les bombardiers, les sous-marins Trident, les missiles balistiques sous-marins Trident I et II, le missile mobile MX, voire un nouveau bombardier lourd..."* Rien de surprenant donc si le Pentagone cherche aujourd'hui à disposer d'un bombardier dit "invisible", fabriqué à partir de matériaux non métalliques d'un type nouveau qui dispersent les ondes émises par l'appareil. Il serait ainsi très difficile à dédecter par radar et donc à l'abri de la plupart des systèmes de défense anti-aérienne connus aujourd'hui.

REAGAN, DÉJÀ VAINQUEUR ?

La description de cette supériorité technologique et militaire de l'impérialisme américain et de ses alliés ne doit cependant pas entraîner de fausses conclusions sur une hégémonie déjà rétablie au niveau mondial. Si la relance de l'armement effectuée par Washington augmente sans conteste les risques d'intervention armée — en particulier dans les pays semi-coloniaux, au Moyen-Orient ou en Amérique centrale — cette politique se heurte toutefois à un certain nombre d'obstacles et de contradictions.

D'abord, les sommes massives consacrées par les Etats-Unis au budget de l'armement (les investissements US pour les cinq ans à venir devraient s'élever à 1 032 milliards de dollars) nourriront incontestablement l'inflation, déjà à deux chiffres aux USA. En même temps, des coupes sombres sont réalisées dans toutes les dépenses sociales de l'Etat fédéral. Les travailleurs américains vont donc être confrontés à une double attaque à leur niveau et à leurs conditions de vie, ce qui n'améliorera sans doute pas la stabilité politique et sociale aux Etats-Unis mêmes et pourrait contribuer à renforcer le mouvement anti-guerre renaissant après les tentatives de Carter de réintroduire la circonscription.

D'autre part, la concurrence interimpérialiste accrue entre l'Europe et les Etats-Unis se manifeste aussi sur ce plan. Les membres de l'OTAN s'étaient engagés en 1977, à la demande des Etats-Unis, à augmenter de 3 o/o par an, en termes réels, leurs dépenses militaires. A ce jour, seul le... Luxembourg a satisfait à cette exigence. Visiblement, la social-démocratie au pouvoir dans plusieurs pays européens rechigne à mener à la fois une politique d'austérité et à augmenter de manière spectaculaire le budget militaire. Moins par humanisme que par peur des effets d'une telle provocation dans les rangs des travailleurs et de ses organisations.

La perspective d'installation en Europe de l'Ouest de 108 missiles "Pershing 2" et de 464 missiles de croisière (Cruise missile) n'a d'ailleurs pas tardé à déclencher un mouvement de protestation souvent massif :

* Le 26 octobre, à Londres, 80 000 personnes manifestèrent contre l'armement nucléaire. Michael Foot, député de la gauche travailliste, s'engagea, au cas où une victoire du Labour Party le porterait à la tête du gouvernement, à renvoyer tous les missiles Cruise et Pershing aux Etats-Unis.
* En Allemagne de l'Ouest, à l'occasion du 25ème anniversaire du réarmement du pays, des manifestations contre la militarisation rassemblèrent près de 50 000 personnes, dont 21 000 le 21 novembre à Stuttgart. La valse-hésitation du parti social-démocrate (SPD) à propos du stationnement des missiles atomiques — alors que le chancelier Schmidt s'en était fait l'avocat convaincu — traduit l'impact de ce mouvement dans les rangs du SPD.
* Aux Pays-Bas, plus d'un million de personnes ont signé une pétition protestant contre le déploiement des missiles atomiques en Europe.
* En Grèce, les efforts de réintégration de ce pays dans l'OTAN se sont heurtés au refus exprimé par près d'un demi-million de manifestants, qui le 16 novembre, exigèrent que la Grèce reste *"à jamais en dehors de l'OTAN"*.

La relance de la course aux armements et du militarisme n'est donc pas gagnée d'avance : elle peut même être à l'origine de difficultés économiques, sociales et politiques supplémentaires pour les bourgeoisies européenne et américaine. Confrontés à l'absurdité d'une situation où chaque minute 1 million de dollars est englouti par les armements — alors qu'il existe déjà l'équivalent de 4 tonnes de TNT par personne sur la planète — pendant que croît le chômage et que se dégradent l'environnement, les services sociaux et que diminuent les salaires, des millions de travailleurs réagissent par un pacifisme spontané. Faire de cette réaction un mouvement de masse clairement anticapitaliste reste notre tâche, à nous militants révolutionnaires. Dans cette voie, les politiques respectives de la bureaucratie soviétique et des Partis communistes sont autant d'obstacles que nous examinerons dans un prochain article.

Eric Peter

"UNE SINISTRE LUEUR VERDATRE"

Les nouvelles armes atomiques développées récemment traduisent une tendance extrêmement dangereuse à la banalisation du feu nucléaire, qui devient techniquement utilisable dans un conflit local ou une guerre civile, puisque ses effets dans le temps et dans l'espace peuvent être relativement maîtrisés.

C'est le cas par exemple de la bombe à neutrons, arme thermonucléaire, dont le rayonnement neutronique a été renforcé, alors que les effets de souffle et de chaleur — qui accompagnent habituellement toute explosion atomique — ont été réduits. Cette arme a donc une efficacité maximum sur l'homme, tout en causant un minimum de dégâts aux matériels et aux infrastructures. Selon S. Cohen et M. Geneste, propagandistes zélés de la bombe "N", le "véritable bain de la mort" qui résulterait de l'emploi d'une bombe à neutrons d'un kilotonne ferait sentir ses "effets pervers" sur une superficie de 12 km^2. Selon la distance qui séparerait le point d'impact des sujets irradiés, l'agonie serait plus ou moins longue, quelques heures à 700 mètres, 24 ou 48 heures à 900 mètres...

L'avenir semble toutefois appartenir aux rayons gamma, qui pourraient fournir d'excellentes armes anti-subversion : "Supposons en effet qu'une tête de fusée, au lieu d'exploser brutalement comme les engins A, H ou N, au-dessus d'une ville ennemie ou de quelqu'autre cible, se borne à provoquer au-dessus de l'objectif une pluie de microbilles préalablement activées dans un réacteur nucléaire conçu spécialement à cet effet. Un tapis de rayons gamma s'abat sur la zone considérée. Ses dimensions sont contrôlables. Elles sont fonction de l'étendue couverte par cette pluie, mortelle à terme. Son temps d'efficacité est contrôlable, en fonction de la durée d'activité des composants choisis. Son intensité est contrôlable, en fonction de la densité des microbilles... et de leur nature (...) Ses effets sur l'adversaire sont spectaculaires. Parce qu'ils ne sont pas immédiatement mortels, ils le contraignent, sous peine de mort, à décamper au plus vite de la zone visée, ou à rentrer sous terre pour n'en plus sortir jusqu'à la fin du 'traitement'. (...) Et supposons, pour corser le tout, qu'une petite fraction de nos microbilles soit rendue luminescente par l'irradiation, ce qui est très facile. Alors une sinistre lueur verdâtre s'abattra sur la zone visée, marquant la zone de mort lente, et concrétisant, de nuit, le bain de rayons gamma auxquels civils et militaires sont exposés s'ils ne déguerpissent pas sur le champ. Tous sauraient que la mort est là. (...) Ce serait une forme de bombardement militairement efficace, qui désarmerait de leurs servants toutes les installations participant à l'effort de guerre, et moralement charitable puisqu'elle donnerait quelques minutes supplémentaires aux occupants pour sauver leur peau, en fixant les limites de la zone mortelle dont on pourrait sortir en courant." (Samuel Cohen, Marc Geneste, "Terreur sans massacre : la bombe gamma", Politique internationale, numéro 9, automne 1980).

Marie-Jo, mère célibataire, immigrée, sommelière dans un bistrot du Jura, se fait violer par trois hommes, un soir à la sortie d'un dancing. Malgré les traumatismes difficiles à surmonter, elle ose porter plainte. Deux années plus tard a lieu à Moutier le procès des violeurs. Nous avons recueilli les témoignages de Marie-Jo, la victime et de C.Z., avocate stagiaire qui a participé à la défense de Marie-Jo. Ces témoignages, recueillis par des femmes du Collectif Féministe Socialiste de Bienne, seront intégralement publiés dans le prochain "Bulletin féministe".

VIOL-VIOLENCES

*** Marie-Jo, peux-tu nous expliquer comment tu en es arrivée à porter plainte et quelles ont été les suites de cette décision ?**

Marie-Jo : Immédiatement après le viol, j'étais incapable de prendre une décision seule; j'étais désemparée, mais ne rien entreprendre contre les violeurs signifiait pour moi accepter ce viol. C'est pourquoi j'ai pensé à la plainte, à m'adresser à un avocat. L'état de meurtrissure physique et psychique dans lequel j'étais rendait l'attitude de l'avocat déterminante quant à ma décision. C.Z., l'avocate stagiaire qui a participé à ma défense, m'a immédiatement apporté un grand soutien moral et matériel; elle a su m'encourager à porter plainte en me redonnant un certain courage tout en m'expliquant les difficultés auxquelles j'allais être confrontée durant la procédure.

Cette plainte déposée était pour moi le seul élément d'espoir qui me restait. (...)

Ma situation d'immigrée et de sommelière m'a procuré des difficultés supplémentaires au lendemain du viol : celui du permis de séjour et du permis de travail car après cette affaire, dont j'étais pourtant la victime, j'ai été licenciée ! Je me suis donc trouvée sans travail, ni logement (j'étais nourrie et logée sur mon lieu de travail). (...)

Les deux moments les plus durs à supporter ont été d'abord la première entrevue avec le juge d'instruction qui a exigé de moi un récit détaillé des faits et ensuite la confrontation avec les violeurs et leurs avocats. Jusque là je ne savais rien de leur interprétation des faits et de la défense que les avocats entendaient utiliser. J'ai vite compris et j'étais écœurée : ils niaient tout et m'obligeaient ainsi à tout prouver. (...)

La procédure a duré 2 ans en tout. (...)

Le procès a finalement eu lieu. En fait la peine de prison était pour moi secondaire, ce qui m'importait, c'était d'être crue. J'espérais aussi que par le biais de ce procès, le viol soit reconnu et discuté largement. En effet si tous les viols étaient rendus publics on croirait plus à un phénomène social; combien de personnes pensent qu'il ne s'agit que de quelques exceptions. Ce procès devait être une petite contribution à la campagne que dans tous les pays des femmes mènent pour protester contre les violences qu'on leur fait subir. (...)

*** Et toi, C.Z., en tant qu'avocate stagiaire, peux-tu expliquer pourquoi, dans la plupart des cas de viols, les femmes n'osent pas porter plainte.**

C.Z. : Tout d'abord, les barrières psychologiques. Elles proviennent de tout un fatras d'idées préconçues sur le viol, défendues avant tout par les hommes dans leur majorité, mais dont les femmes ne se sont pas détachées. Par exemple l'idée que le viol n'est pas possible comme en témoignent les dictons suivants : "on ne peut enfiler un fil dans une aiguille qui bouge"... ou "jupon levé court plus vite que pantalon baissé"...; ou encore l'idée très répandue que "c'est toujours la femme qui le cherche" et qu'elle est donc coupable, ou que seules les femmes provocatrices, vamps, attirent les violeurs. D'autres arguments sont plus canailles encore : "les femmes s'inventent le viol par vengeance" ou même "elles aiment ça".

Toutes ces idées, consciemment ou inconsciemment, produisent chez la victime un sentiment de honte et de culpabilisation très difficile à combattre et qui ressurgit constamment. (...)

Quant aux barrières judiciaires, elles sont multiples et proviennent essentiellement du fait que la femme devra non seulement aider à prouver la culpabilité des violeurs, mais aussi démontrer son innocence, car la tendance générale dans des procès de ce type est de s'attaquer à la victime. (...)

*** A ton avis comment peut-on estimer l'impact d'un procès de violeurs ?**

C.Z. : D'abord une mise au point. Le procès et la condamnation ne sont pas une fin en soi. Une fois la peine prononcée, rien n'est résolu même si le verdict condamne les violeurs et redonne dignité à la plaignante. Donc la lourdeur de la peine en elle-même n'avait pour nous absolument aucune importance. (...)

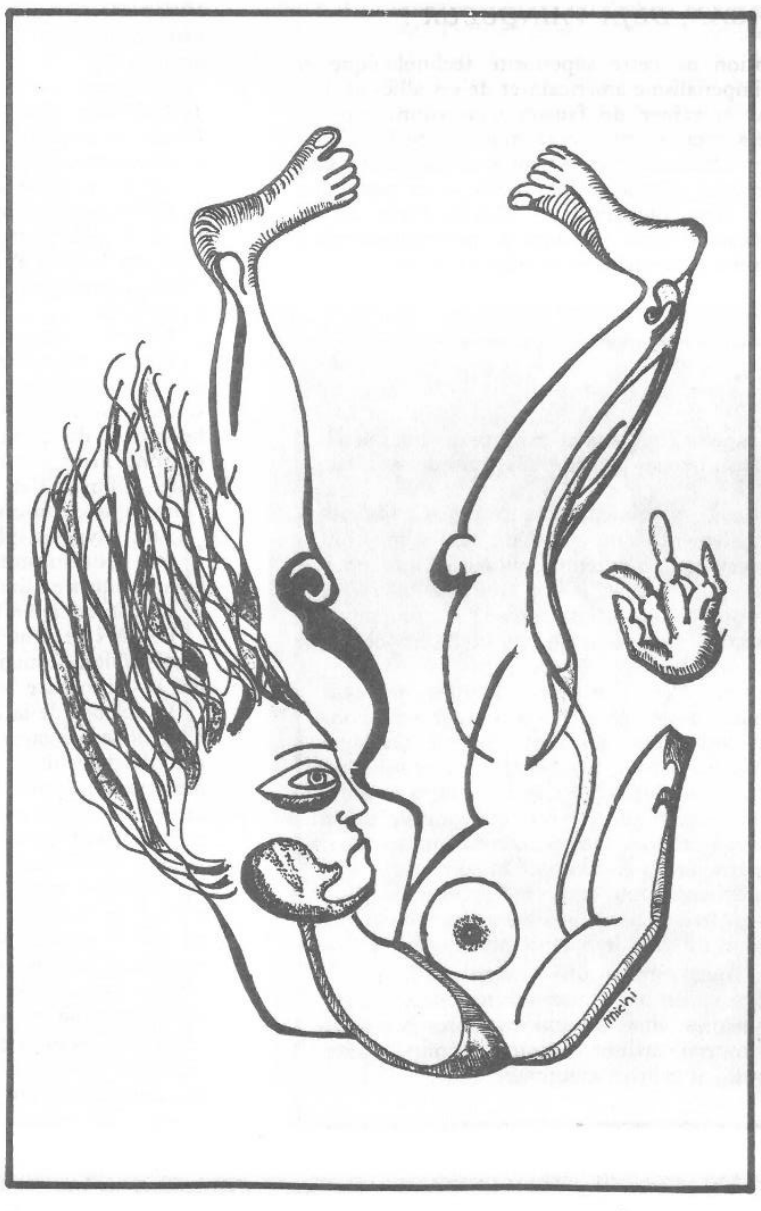
La plainte et le procès pénal sont un moyen dans la lutte contre le viol. Ils permettent, dans un cas concret, de mener une campagne de dénonciation et de s'assurer une large publicité. Mais, cela présuppose qu'un certain nombre de moyens soient assurés (groupe de femmes et comité de soutien, publications...). Et surtout que le procès n'ait pas lieu à huis clos. Cet aspect public est également le moyen de faire éclater le cadre strict de la justice et de montrer que même si on y a recours on n'est pas prêt pour autant à reconnaître la fonction sociale du système judiciaire. Cela peut également nous permettre de remettre en question la société elle-même et non seulement un, deux ou trois individus qui ont commis un crime. (...)

Dans le cas de Marie-Jo, même si le verdict nous a donné raison, l'objectif plus large d'une campagne de sensibilisation n'a été que très partiellement atteint. En effet, les conditions de "publicité" étaient défavorables (peur d'un échec vu l'absence de mouvements femmes sur place, de la petitesse de la ville, de surcroît passionnée par la question jurassienne, et enfin à cause du huis clos).

Je voudrais encore préciser que la lutte contre le viol est partie intégrante de la lutte pour les droits égaux. Si les femmes sont violées, c'est bien parce qu'elles sont considérées par les hommes comme des êtres vulnérables, et de ce fait peuvent être avilies, à souhait. Dans la mesure où les femmes luttent pour leur égalité, elles sont plus à même de lutter contre le viol, plus aptes à dénoncer les idées préconçues qui ne laissent qu'une alternative aux femmes : mère ou putain. C'est partie intégrante finalement de la lutte socialiste qui nous concerne aussi dans la mesure où le système "utilise" la femme d'autant plus qu'il la considère comme inférieure : le patron la paie moins, le commerce pornographique fleurit à ses dépens, la publicité en tire profit...

La lutte féministe est nécessairement socialiste.

Marie-Co et Catherine,
membres du Collectif Socialiste
Féministe de Bienne



Briser le concensus social

Le cas de Marie-Jo n'est pas isolé. Les femmes subissent quotidiennement des agressions sexistes verbales ou physiques. Peu de femmes osent le dire.

Rompre le silence qui légitime les violences faites aux femmes ne doit pas rester l'affaire de quelques femmes particulièrement courageuses. Quand des femmes sont violées ou battues, quand elles sont victimes du "droit de cuissage" des petits chefs ou de leur patron, quand elles sont agressées la nuit, quand elles subissent des réflexions sexistes dans la rue, dans les cafés ou au travail, quand des prostituées sont assassinées, c'est l'affaire de toutes les féministes et de l'ensemble du mouvement ouvrier et syndical.

C'est là, il est vrai, loin d'être un acquis. Rares sont les réunions politiques – quand elles ne sont pas tout simplement inexistantes – où de telles questions sont à l'ordre du jour. Le plus souvent les violences sexistes ne sont ni perçues ni dénoncées pour ce qu'elles sont : généralement on les ignore ou les banalise, à moins qu'on ne les excuse (c'est la femme qui était provocante) ou qu'on les explique par la "misère sexuelle" (lot des seuls hommes ?).

Les agressions sexistes sont une des expressions de l'oppression quotidienne propre à cette société de classe qui produit violence et exploitation, qui commercialise le corps féminin et qui repose sur des institutions marchant à la virilité, comme l'armée par exemple. Le capitalisme se sert de la violence entre les sexes pour maintenir des mécanismes d'oppression à tous les niveaux; le fait de pouvoir exercer un pouvoir tyrannique sur quelqu'un d'"inférieur" à lui fonctionne souvent pour l'exploité mâle comme une "soupape de sécurité". Brutaliser sa femme, ses enfants l'aide à tolérer l'intolérable : l'humiliation quotidienne au travail. Mais le violeur ou l'homme qui bat sa femme ne sont pas que des victimes du capitalisme, ce sont aussi ses complices au même titre que le ratonneur d'immigrés ou le "jaune" qui casse une grève. Le fait qu'il y ait tant de femmes battues, agressées, violées les maintient dans un sentiment de peur, loin de la rue, loin de la politique et de l'activité syndicale : cela affaiblit le mouvement ouvrier et son combat dans son ensemble.

Lutter contre le sexisme

Devant le refus de leur compagnie d'installer des douches et des vestiaires dans les bâtiments où elles travaillent, les ouvrières de la US Steel de Chicago ont organisé un piquet devant les locaux de la direction avec le soutien des syndicats. Elles ont ainsi pu s'opposer à la tentative du patron d'avoir barre sur elles en les humiliant à dessein par ce refus de vestiaires. Dans l'Etat de Washington, 1400 travailleurs du bois de Shelton sont entrés en grève pour exiger la réintégration d'une ouvrière licenciée après qu'elle eut intenté un procès à la compagnie en raison du caractère sexiste de l'interrogatoire qu'on lui avait fait subir lors du test à l'embauche. De tels exemples sont encore rares; les patrons et les petits chefs bénéficient la plupart du temps de l'indifférence, voire de la complicité, des collègues de travail et du silence résigné des femmes tourmentées par la peur de perdre leur place de travail.

La dénonciation du sexisme au travail tend non seulement à poser l'ensemble des problèmes liés à l'oppression spécifique des travailleuses, mais permet très concrètement de faire un pas en avant dans la bataille contre la politique de division de la classe dominante. La lutte des travailleurs contre les agressions sexistes des petits chefs peut être un levier pour combattre non seulement la politique antiféministe, mais plus généralement la politique anti-ouvrière du patronat.

Débattre de telles questions, définir des revendications et des actions propres à créer des conditions de travail permettant à toutes les femmes d'occuper la place qui leur revient est encore loin d'être une tradition dans le mouvement ouvrier et syndical. Le cas de Marie-Jo, travailleuse immigrée, licenciée suite aux violences qu'elle a subies à la sortie de son travail indique l'urgence qu'il y a d'associer les syndicats et l'ensemble des organisations ouvrières à la défense collective des femmes contre toutes les violences qui leur sont faites. En dehors du terrain judiciaire, d'autres formes de luttes sont aussi possibles, comme une bataille contre la réduction des transports collectifs la nuit, ou pour l'installation d'un éclairage suffisant dans les différents quartiers d'une ville, ou la dénonciation systématique des petits chefs qui utilisent leur position pour humilier les femmes, etc. C'est un débat à ouvrir; c'est en commun que le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier trouveront les réponses à apporter, cas par cas, aux agressions sexistes.

Mariane et Marie-T.

"Dégraisser" l'Etat !

"De la tendance favorable à la bourgeoisie qui s'est exprimée lors des élections de l'année dernière découle non seulement la possibilité de ne plus attribuer des tâches et des charges nouvelles à l'Etat, mais aussi la faculté d'impulser un cours restrictif, correspondant tout à fait aux possibilités réelles et qui n'a rien à voir avec un démontage." (Schweizerische Arbeitgeber-Zeitung, 18 décembre 1980, page 91)

Ainsi s'exprime l'organe des Associations patronales qui depuis longtemps souhaite ramener l'Etat bourgeois à des dimensions restreintes. Cette orientation que le Parti radical a résumée sous le slogan "Moins d'Etat et plus de libertés" va prendre une place plus grande dans la politique de la bourgeoisie suisse ces prochaines années, faisant ainsi écho à la politique qu'un Reagan déclare vouloir mener et que Thatcher applique. L'ampleur que prendra cette orientation dépend de beaucoup de facteurs, en particulier de l'aptitude du capitalisme helvétique à résister aux conséquences à long terme de la crise et des restructurations à l'échelle européenne et de la capacité de riposte de la classe ouvrière.

Un Etat plus petit que les autres

A entendre la bourgeoisie on a l'impression d'une enflure démesurée de l'Etat et de son endettement. La réalité est bien plus circonscrite. Le secteur public en Suisse, s'il a connu une croissance effective depuis 1960, n'en reste pas moins, comparé à d'autres pays capitalistes, parmi les plus petits.

Plusieurs paramètres permettent de mesurer cet état de fait. En premier lieu la quote-part de dépenses étatiques dans le produit national brut est en Suisse la plus basse de tous les grands pays capitalistes, ainsi que cela ressort du tableau suivant, qui présente l'évolution de cette quote-part et celle du produit intérieur brut (sans les revenus provenant de l'étranger) de 1950 à 1977.

Croissance des quote-parts étatiques de 1950 à 1977

Pays	1950 (en o/o)	1977 (en o/o)	Croissance (en o/o)
Suisse	*19,3*	*30,4*	*+11,1*
USA	*20,0*	*32,6*	*+12,6*
Autriche	*21,2*	*39,8*	*+18,6*
Suède	*23,7*	*55,6*	*+22,9*
France	*26,7*	*41,8*	*+15,1*
Allemagne fédérale	*28,3*	*41,3*	*+13,0*
Grande-Bretagne	*30,2*	*40,8*	*+10,6*
Moyenne	*23,7*	*40,8*	*+13*

Si l'on analyse cette évolution non pas en termes nominaux, mais en termes réels, l'évolution est plus limitée, mais la Suisse conserve toujours sa lanterne rouge.

Les quote-parts étatiques n'expriment qu'une partie des activités de l'Etat, celles qui se traduisent par une dépense. L'Etat comprend toutefois beaucoup d'activités ne se traduisant pas par une dépense. On peut ainsi essayer de déterminer la grandeur de l'Etat par rapport au secteur privé en prenant comme critère la proportion des personnes actives dans le secteur public par rapport à l'ensemble de la population active.

Part des employés d'Etat dans la population active de 1960 à 1978

Pays	1960 (en o/o)	1978 (en o/o)	Croissance (en o/o
Suisse	*6,3*	*10,1*	*+ 3,8*
Allemagne fédérale	*8,0*	*14,5*	*+ 6,5*
Autriche	*10,8*	*18,3*	*+ 7,5*
France	*12,3*	*14,3*	*+ 2,0*
Suède	*12,8*	*28,8*	*+16,0*
Royaume Uni	*14,9*	*21,3*	*+ 6,4*
USA	*15,7*	*16,7*	*+ 1,0*
Moyenne	*12,3*	*16,7*	*+ 6,4*

Encore une fois on doit constater que la Suisse connaît un taux d'emploi dans le secteur public qui est largement en-dessous de la moyenne européenne.

Un endettement limité

Si l'on prend, maintenant, la question de l'endettement on voit que là aussi la bourgeoisie exagère délibérément ses propos afin de pouvoir mieux justifier sa politique de restrictions des dépenses. Le déficit du budget de la Confédération a progressé de 294 millions en 1971 à 1,56 milliards en 1976. Après avoir affiché un recul en 1977, et une baisse considérable en 1978 (719 millions), il va vraisemblablement atteindre 1,2 milliards environ pour l'année en cours.

A première vue ces déficits peuvent sembler importants par rapport à un budget total de la Confédération de 17,3 milliards. Mais si on les examine de plus près on constate que ces déficits correspondent en partie aux dépenses d'investissement de l'Etat, qui sont importantes pour la bourgeoisie, à la fois comme moyen de lutte contre la récession et comme instrument de développement des infrastructures indispensables au fonctionnement du système capitaliste.

Si l'on prend l'année 1980 par exemple, le déficit budgétaire est de 1 291 millions; les dépenses d'investissement représentent pour leur part 2 226 millions de francs, ce qui représente un excédent de 935 millions par rapport au déficit, financé par les fonds propres de la Confédération. Si l'Etat ne s'engage pas dans ce genre d'investissements, le capitalisme helvétique risque d'être désavantagé par rapport à ses concurrents qui eux connaissent des investissements publics d'infrastructure accrus. On ne peut donc parler du "versement des deniers publics à fonds perdus". Une grande banque suisse l'admet : *"Personne ne peut soutenir que nous vivons sur une 'économie ruineuse assise sur les dettes', d'autant moins que l'Etat n'a même pas épuisé entièrement sa marge d'endettement, calculée pourtant selon des critères 'conservateurs'. A cela s'ajoute que ni le montant de la dette fédérale ni les intérêts que celle-ci produit n'ont atteint ou n'atteindront les plafonds fixés à partir des critères de science financière applicables en la circonstance."* (Société de Banque Suisse, Le Mois, 1980, no 11-12).

En réalité, la bourgeoisie ne veut en aucun cas soumettre ses revenus et sa fortune à une imposition plus forte, qui résoudrait facilement la question des déficits. Son objectif est de modifier la répartition des dépenses de la Confédération en sa faveur, au détriment des dépenses à caractère social. C'est la raison de tout le bruit fait autour des déficits.

"Dégraissez, dégraissez, mais ne touchez pas à mes blindés ni à mes avions !" Interfoto

La restriction des activités à caractère social de l'Etat bourgeois

La croissance des dépenses étatiques depuis la dernière guerre n'a pas été le reflet d'une croissance marquée d'une activité de l'Etat dans la production de biens et de services. Au contraire la croissance s'explique, en large partie, par les dépenses de transfert. Ces dépenses sont constituées de subventions à des tiers, à des collectivités publiques, à des entreprises et institutions d'Etat ainsi que de prêts. Elles ne sont donc pas utilisées par l'Etat central lui-même, mais par des tiers. En Suisse les dépenses de transfert sont, par rapport au Produit intérieur brut, plus importantes que les dépenses étatiques de production de biens et de services. Cela ressort du tableau ci-dessous :

Evolution de la part des dépenses de l'Etat pour les biens et services et pour les transferts entre 1950 et 1977

	Dépenses pour biens et services (en o/o)			Transferts (en o/o)		
Pays	1950	1977	Croissance	1950	1977	Croissance
Suisse	*11,2*	*12,9*	*+1,7*	*8,1*	*17,5*	*+ 9,4*
Autriche	*11,3*	*17,4*	*+6,1*	*9,9*	*22,4*	*+12,5*
Allemagne fédérale	*14,3*	*20,0*	*+5,7*	*14,0*	*21,3*	*+ 7,3*

De 1960 à 1980 la part des transferts dans les dépenses de la Confédération a progressé de 43 à 66 o/o, ce qui implique que les deux tiers des ressources de la Confédération ne sont pas absorbés par l'Etat central. Mais depuis 1960 la Confédération assume des tâches nouvelles notamment dans le domaine des transports (taux annuel de croissance de 1960 à 1979 : + 16 o/o), de l'enseignement et la recherche (+ 14,7 o/o) et de l'aide sociale (+ 12,9 o/o).

Une partie de ces dépenses de transferts ont pour but de corriger, un tant soit peu les inégalités immenses que crée la société capitaliste entre classes sociales, régions, en matière de niveau de vie, de santé, d'éducation, etc. Cela est tout particulièrement vrai pour l'AVS/AI, les subventions aux caisses-maladie, le soutien à l'agriculture, la compensation financière entre cantons, les subventions aux universités, le maintien d'un réseau de transports publics étendu.

Or ces dépenses, pour la plupart, ne sont pas directement productives pour la bourgeoisie. Ne voulant pas augmenter la fiscalité directe et que de très peu la fiscalité indirecte (ICHA — impôt sur le chiffre d'affaires), elle doit — pour pouvoir maintenir les dépenses dans le domaine des investissements d'infrastructures qui lui sont nécessaires et pour augmenter les dépenses militaires — procéder à des réductions sur les autres postes budgétaires, en particulier sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat (salaires et postes de travail) et sur les dépenses de transfert à caractère social. Comme le dit la Société de Banque Suisse, il faut, pour la bourgeoisie, *"procéder de toute urgence à un transfert systématique des dépenses de consommation de l'Etat au profit des investissements publics, afin de renforcer la capacité de rendement de l'économie nationale. Il y va de l'intérêt des 'usufruitiers' de l'Etat-providence, lequel souffre de plus en plus de la tendance à 'davantage de prestations sociales'..."*.

Voilà qui est clair ! Les 'usufruitiers' sont les salariés, les régions et tous ceux que le capitalisme exploite et opprime.

Si aujourd'hui le démontage social n'a pas encore pris l'ampleur atteinte dans d'autres pays européens, il n'en reste par moins que dans les années à venir cette question constituera un des tests décisifs pour le mouvement ouvrier et pour sa capacité de défense des acquis sociaux des travailleurs.

La défense du service public, tâche du mouvement ouvrier

Les efforts de démantèlement de la bourgeoisie vont également dans une autre direction : la remise en cause des services publics avec un transfert de leurs activités rentables vers le secteur privé.

Un conseiller national radical argovien, Bruno Hunziker, a récemment adressé au Conseil fédéral une motion, appuyée par nombre de ses collègues, demandant que l'on énumère les tâches étatiques qui pourraient être assumées par les entreprises privées et que l'on fasse des propositions précises de transferts possibles.

A la même époque deux jeunes bourgeois zurichois annonçaient leur intention de lancer une initiative demandant la suppression du monopole des PTT dans le domaine fort lucratif des télécommunications.

Cette tendance au dépouillement de l'Etat des activités rentables par les entreprises privées aura une conséquence directe sur la qualité des services publics. Prenons l'exemple des PTT. En contrepartie de leur monopole, les PTT garantissent la livraison d'un paquet ou d'une lettre aux mêmes tarifs dans toute la Suisse, quelle que soit la différence de coût, que le paquet doive être livré à Genève ou à Herzogenbuchsee. Les déficits qu'entraînent en règle générale ce genre de services sont compensés soit par des versements de l'Etat, soit par des résultats bénéficiaires dans d'autres secteurs d'activité des PTT. Si l'on enlève maintenant aux PTT le domaine des télécommunications, utile surtout aux entreprises privées et qui est rentable, l'Etat devra alors financer les déficits entraînés par la distribution du courrier. Mais comme la bourgeoisie veut restreindre les déficits, on introduira des tarifs différenciés pour la distribution du courrier, tandis que quelques capitalistes des télécommunications accumuleront soigneusement leurs profits. On pourrait multiplier ce genre d'exemples.

La défense de la qualité des services publics fait partie intégrante de la défense des conditions de travail des salariés de la fonction publique et des conditions de vie de tous les salariés. Cette tâche va devenir, comme la défense des acquis sociaux, d'actualité brûlante ces prochaines années.

André Meylan

Note : Les tableaux sont tirés de la Neue Zürcher Zeitung du 31 janvier 1981.

LA "VOIX OUVRIERE" ET LA POLOGNE

Depuis fin août 1980, la "Voix ouvrière" (organe du Parti du Travail / POP) a pris une position de principe favorable aux travailleurs polonais et à leur lutte pour des syndicats indépendants. *"Il y a déjà longtemps(1) que nous jugions néfaste l'identification des intérêts du parti et des syndicats avec ceux de l'Etat"* **écrit André Rauber (VO 35, 5.IX.80), qui rappelle le programme d'action du PST de juin 1979 où le socialisme est défini** *"comme une autogestion dans le cadre de l'économie et de la société".* **Que sont devenus ces principes à l'épreuve de la crise polonaise ?**

Le moins que l'on puisse dire est que le PST en use avec extrême prudence, ou, comme Rauber le dit si joliment *"se risque à émettre quelques remarques sur ces problèmes..."* (VO 35, 5.9.80).

Certes, il réaffirme la *"nécessité absolue de l' approfondissement de la démocratie dans le socialisme"*. Mais c' est aussitôt pour souligner que cette extension de la démocratie socialiste doit et peut être possible **dans le cadre du système bureaucratique existant et du parti tel qu'il est.** La confiance de Rauber dans les dirigeants du POUP est telle qu'il se réjouissait en août de voir *" le parti et Gierek sortir renforcés"* de l'épreuve ! La VO restera ensuite silencieuse sur l' épuration de l' ancienne direction... De même, après avoir constaté une *"coupure entre les dirigeants du pays et une grande partie de la classe ouvrière"*, Rauber s'empresse de souligner que *"c'est justement des questions qui sont à présent intensément discutées dans le parti"* et que *"les autorités ont manifesté une ouverture constante envers les revendications ouvrières"*. Mal lui en prit, car, depuis septembre, la "discussion dans le parti" s'est développée en une large opposition à la base (dont la VO parle d'autant moins que Kania est décidé à l'éliminer!) et l'ouverture des autorités s'est soldée par les refus successifs que l'on sait d'appliquer les accords de Gdansk (d'abord sur l'enregistrement de Solidarnosc, puis sur la levée de la censure, les samedis libres, l'utilisation des mass media par Solidarnosc). Le lecteur de la VO cherchera d'ailleurs en vain le contenu des accords de Gdansk dans le journal du PST, sans parler du bilan de leur application...

Plus grave, lorsque la grève reprend en janvier 1981 pour l'application des samedis libres, la VO se permet d'écrire : *"Peut-on ne parler qu'en termes d'affrontement, comme le fait la presse occidentale, alors que de nombreuses entreprises avaient accordé le samedi libre à condition de le rattraper le 31 janvier?"* (VO, no 2, 15.I.81). Qu'il est facile d' accuser la presse occidentale pour ne pas avoir à parler de l'affrontement qu'on recherché les autorités polonaises en remettant en cause l'accord de Gdansk sur les samedis libres!

Pourtant, Rauber lui-même soulignait une des racines sociales principales de la bureaucratie : *"Un développement économique insuffisant — malgré les fantastiques progrès depuis trois décennies — facilite lui aussi la création de structures sociopolitique "nobiliaires" qui permettent à un petit nombre d'individus d'obtenir, par leurs fonctions, les satisfactions matérielles qui ne peuvent encore être accordées à l'ensemble de la population" (5.9.80).* Et Gracchus (VO 49, 12.12.80) ne mâchait pas ses mots :*"A la dependence croissante du pays face au bien vouloir des créanciers occidentaux s'ajoutèrent la mensonge, la corruption et l'incurie dans les instances intermédiaires et même dirigeantes du POUP, qui perdit la confiance de la classe ouvrière".*

La joie de Lech Walesa : la VO semble nettement moins heureuse...

Corruption, coupure des masses, privilèges et abus de pouvoir — tout y est ! Tout, sauf la conclusion essentielle : ces déformations bureaucratiques ne sont pas des "erreurs" ou des imperfections mineures, mais un phénemène **structurel** des "pays de l'Est", qui **entrave** le développement du socialisme (les "fantastiques progrès" économiques eux-mêmes se soldent par des milliards de dettes, une planification désorganisée et une agriculture retardée) et qui **s'oppose** au pouvoir direct et démocratique des conseils ouvriers.

Refusant de reconnaître cette réalité — que l'opposition du POUP comme les syndicalistes de Solidarnosc critiquent — la VO s'en tire par des tours de passe-passe sur une "crise de croissance du socialisme". Mais dès lors, toute la politique de la VO se résume à une idée centrale : **éviter la confrontation entre la classe ouvrière et ce parti qui s'est coupé d'elle** ! Du coup, on reprend les arguments les plus grossiers de l' agence TASS ou du POUP contre les *"anti-communistes du KOR"* (VO 6, 12.2.81) , dont la VO n'oserait pas publier un texte tant il démetirait ses mensonges, ou les menaces du POUP contre les *"grèves politiques"* (VO 5, 5.2.81) sous le thème *"oui au renouveau, non à l'anarchie"* !!

Camarades de la VO, ne venez-vous pas de dire que la bureaucratie a semé l'anarchie dans la planification, la corruption et le mensonge ?

De plus en plus, la VO confond à son tour ce qu'elle prétendait critiquer, identifiant les intérêts des travailleurs et de leurs syndicats indépendants avec ceux de l'Etat bureaucratisé ... Il ne restera de cela ni autogestion, ni planification démocratique, ni à plus fort raison le minimum de solidarité envers la classe ouvrière polonaise — si ce n'est une protestation vite oubliée (comme en 68) en cas d'intervention militaire.

M.Thévenaz, 17.2.81

Il n'y a d'ailleurs pas "longtemps déjà" que le PST ose parler d'autogestion et de syndicats indépendants (depuis 2 à 3 ans). Et dans quelles limites ! La VO a-t-elle fait campagne pour le syndicat indépendant SMOT de Borissov en URSS? Non ...

Le 24 janvier, à l'appel de la Féderation Générale du Travail (FGTB, syndicat dominé par le Parti socialiste), cent mille travailleurs ont manifesté contre le plan d'austérité ("plan de redressement") du gouvernement Martens qui prévoit le blocage des salaires, la suppression de certaines allocations de chômage et l'abandon de la réduction du temps de travail.

Le 5 février, jour où le Sénat approuvait la loi de "redressement", un arrêt de travail était massivement suivi dans de nombreux secteurs industriels et dans les transports.

Belgique:

La combativité ouvrière contre l'austérité patronale

L'attaque anti-ouvrière est forte, d'autant plus forte que le premier ministre Martens annonce qu' il y aura *"après le plan de redressement un ensemble de mesures concernant le budget et le financement"*. Ce qui signifie en clair que d'autres mesures d'économie seront prises au détriment de l'emploi dans les services publics, de l'assurance-maladie, etc.

C'est donc à juste titre que nos camarades de la LRT (Ligue révolutionnaire des travailleurs, section belge de la IVe Internationale) considèrent que le plan Martens représente *"la plus grande offensive anti-ouvrière depuis celle de M.Eyskens en 60"*, à laquelle, rappelons-le, la classe ouvrière belge avait répliqué par une grève générale de trente-deux jours.

La riposte actuelle des travailleurs est impressionante surtout si l'on tient compte du fait que le chômage en Belgique est le plus fort d'Europe et qu'il dure depuis plusieurs années. Mais la tradition d'organisation de la classe ouvrière belge (près de 85 o/o des ouvriers et 40 o/o des employés sont syndiqués) a, jusqu'à maintenant, permis d'éviter que le patronat ne puisse faire du chômage une arme de division supplémentaire. La combativité des travailleurs et des travailleuses belges s'exprime aussi dans les très nombreuses luttes contre les restucturations capitalistes qui se suivent depuis plusieurs mois, en Wallonie, dans le textile, l'acier, l'automobile, mais aussi en Flandres, dans les postes, les chantiers navals, le textile, la métallurgie et le pétrole.

Le PS wallon est ébranlé

Cette montée des luttes a déjà provoqué une grave crise dans le Parti socialiste. Son président, André Cools, partisan vigoureux de l' austérité capitaliste, dut démissionner à la suite d'affrontements ouverts et systématiques avec le mouvement syndical. Dans la lutte pour sa succession, une aile gauche ("Tribunes socialistes"), emmenée par Ernest Glinnes, s'est clairement exprimée pour un *"socialisme de combat"* (Le Peuple, 29.1.81) et se propose de *"combattre la régression sociale et le déclin économique"* refusant de *"légitimer à l'avance une seconde opération de loi de redressement qui s'inscrirait dans le sillage de l'opération de contrôle budgétaire"* (Dimanche Presse, 1.2.81). Malheureusement, son alliance tactique avec la droite du parti ("Alternative socialiste", dirigée par Leburton, responsable de l'exclusion de l'aile gauche du PS en 1964, dont les militants formeront la LRT) laisse présager la poursuite d'une même politique vendue simplement sous un emballage plus combatif.

Unité d'action et grève générale contre l'austérité

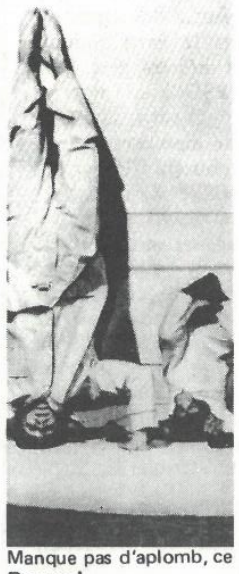
Si la volonté de se battre tous ensemble ne manque pas dans les rangs ouvriers — comme en témoignent les nombreuses banderolles et les badges réclamant le "front commun" des organisations ouvrières portés le 24 janvier — les directions politiques et syndicales jouent elles, ouvertement la carte de la division. Division entre la centrale dominée par le PS (FGTB) et celle d'orientation démocrate-chrétienne (CSC, nettement majoritaire en Flandres). Division des luttes aussi puisque durant la semaine d'action de début février, les travailleurs débrayèrent de manière dispersée, ville par ville, entreprise par entreprise. Division "nationaliste" enfin, dont certains bureaucrates syndicaux se servent sans vergogne (à l'exemple du dirigeant du textile de la CSC, Fruru, proposant un front entre la sidérurgie et le textile wallons, pour obtenir des subsides ... aux entreprises).

C'est dire l'importance de la bataille impulsée par nos camarades de la LRT pour la grève générale, en front commun, contre l'austérité.

Eric Peter

Quand Reagan veut «remettre l'Amérique au travail»

Ronald Reagan a désormais franchi le seuil de la Maison-Blanche. On a beaucoup parlé, à cette occasion, des otages de Téhéran ou de la politique de la nouvelle administration à l'égard de l'Union soviétique. Mais il est un domaine où les commentateurs ont été pour le moins discrets, c'est celui du programme économique de Reagan et de ses répercussions sur les conditions de vie des masses américaines.



Manque pas d'aplomb, ce Reagan !

« *Dans les jours qui viennent,* déclarait Reagan dans son discours d'intronisation, *je proposerai de supprimer un certain nombre des obstacles qui ont ralenti notre économie et réduit notre productivité* (...). *Il est temps de réveiller ce géant industriel.* » Restaurer ses capacités concurrentielles sur le marché mondial, notamment à l'égard des bourgeoisies européennes et japonaises, est aujourd'hui l'un des principaux objectifs de la classe dominante confrontée à la crise internationale. C'est là l'un des volets essentiels de la politique de la nouvelle administration qui s'est fixé comme but de mettre un coup d'arrêt à la dégradation du rapport de forces dont dispose le capital américain dans le monde.

La mise en oeuvre de cette orientation est d'autant plus urgente que la conjoncture économique se dégrade aux Etats-Unis. Le produit national brut a diminué en 1980 et l'Association des agents des services d'achat des entreprises s'inquiétait au mois de janvier : « *La reprise de l'économie est en panne sèche, la production et les commandes ayant chuté en décembre.* »

LES PRECEPTES DE MILTON FRIEDMAN

Avec Ronald Reagan, c'est la doctrine économique de Milton Friedman qui sera appliquée à la Maison-Blanche. Pour exporter la crise économique à l'extérieur des frontières américaines, pour aider le « big business » à augmenter ses profits, on pratiquera désormais l'ultra-libéralisme.

Murray Weidenbaum, principal conseiller économique de la Maison-Blanche est un des partisans les plus acharnés de la « non-ingérence » dans les affaires des grandes firmes privées. Pour contribuer à la relance de celles-ci et guise de cadeau, Reagan n'a pas caché qu'il entendait réduire de 10% l'impôt sur le revenu et de 8% celui sur les plus-values.

Le corollaire de cette politique est l'appel au « *sacrifice* » et à « *l'effort* » pour les travailleurs. Les experts de l'équipe Reagan préparent un plan de réduction des dépenses publiques. Entre autres mesures prévues, le sabrage dans les « food stamps » (tickets d'alimentation distribués aux familles les plus défavorisées) et dans les indemnités de chômage.

Pour la classe ouvrière, l'ère qui s'annonce est plus que jamais celle de l'austérité. La politique de l'administration Carter avait déjà des conséquences catastrophiques pour ses conditions de vie : le taux de chômage est supérieur à 7% de la population et quelque 65 millions d'Américains vivent actuellement avec moins de 945 dollars (l'équivalent de 4.400 F) par mois pour une famille de quatre personnes. Quant au pouvoir d'achat des ouvriers, il a diminué de 10,1% en deux ans. La hausse des prix frappe particulièrement les milieux populaires. Ainsi, les tarifs des transports publics ont augmenté de près de 15% et ceux du sucre à eux seuls, de plus de 35%. « *Remettre l'Amérique au travail* » déclarait Reagan, le jour de son entrée en fonction. Pour les travailleurs, les Noirs, les Chicanos (minorité hispanophone), cette perspective n'a d'autre signification que celle d'une attaque généralisée contre tous les acquis. Les économies ainsi réalisées permettront à l'administration républicaine d'octroyer des prêts à bas intérêt aux entreprises en difficulté et d'augmenter massivement le budget militaire, ce que rend nécessaire la politique de redéploiement international de la principale citadelle impérialiste.

UNE LENTE MATURATION

L'absence de toute alternative ouvrière aux deux grands partis bourgeois -républicain et démocrate- est sans doute l'une des plus grandes faiblesses du mouvement ouvrier dans ce pays. Au sein de celui-ci se produit pourtant une lente maturation. Déjà lors de la campagne électorale, plusieurs syndicats avaient refusé de soutenir la candidature de Carter comme les y invitait la grande centrale AFL-CIO. Le refus du patronat de faire des concessions à la classe ouvrière dans le conteste économique actuel a conduit à l'ouverture, dans une partie du mouvement syndical, d'un débat sur la nécessité d'un parti ouvrier de masse.

De plus en plus fréquemment, de grands syndicats participent à des mobilisations souvent en unité avec les fractions les plus exploitées et opprimées. Ainsi le syndicat de la sidérurgie et des mineurs a organisé avec l'Organisation nationale des femmes (NOW) et les organisations noires du NAACP une grande manifestation contre les activités racistes du Ku Klux Klan, à Uniontown, en Pennsylvanie. A Philadelphie, une grande grève a été menée à l'automne par les enseignants noirs et blancs, et 100.000 personnes ont manifesté contre les autorités communales.

Face à la politique actuelle d'austérité, la lutte pour les droits élémentaires des travailleurs prend également une grande importance. A Newport en Virginie, les salariés des chantiers navals se sont massivement mobilisés pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat à laquelle la législation met de lourdes entraves.

Le nouveau président des Etats-Unis, qui ne fut élu que par moins de 29% des électeurs devra donc tenir compte de cette situation.

Christian Picquet

El Salvador :

Défense internationale de la révolution !

***"Il n'y a pas d'argument réel à opposer au fait que les dix mille morts estimés pour 1980 ont été les victimes des forces gouvernementales et des forces irrégulières qui leur sont associées."* (Washington Post du 12 janvier 1981)**

Cet aveu de l'éditorialiste de l'un des journaux bourgeois les plus connus des Etats-Unis rompt le voile pudique que les pisse-copies de la presse helvétique avaient toujours dressé autour de la junte au pouvoir au Salvador. Présentant celle-ci comme l'instrument des "réformes", ils n'hésitaient pas à rejeter la responsabilité des meurtres et des mutilations sur ce qu'ils appellent les extrêmes, notamment le Front démocratique révolutionnaire (FDR), accusé de provocations à l'égard de la junte.

Ils y étaient encouragés par l'attitude de l'administration Carter qui prétendait mener une politique des droits de l'homme en Amérique latine. La démocratie-chrétienne européenne a également accordé, sans hésitations, le label de "démocrate" à ses frères en religion – si ce n'est en politique – au Salvador, notamment à leur dirigeant, Napoléon Duarte, président de la junte. Mais l'arrivée au pouvoir de Reagan a été le signal d'un changement d'attitude de l'impérialisme. Les réformes, les droits de l'homme ne sont plus les thèmes justifiant une offensive contre-révolutionnaire. On en revient à des crédos plus traditionnels : la lutte contre le communisme et contre l'URSS, le maintien de la puissance américaine. Ce sont ces thèmes – éculés – qui doivent préparer les esprits à l'intervention et au génocide qui s'ensuivra immanquablement. Et la bourgeoisie européenne cherche à emboîter le pas. La "Neue Zürcher Zeitung" brandit l'exemple du Nicaragua, comme signal du totalitarisme qui risque de submerger l'Amérique centrale, même si son confrère "Le Monde" est obligé de reconnaître que ce pays, à l'échelle des dictatures latino-américaines, est un havre de démocratie pour les masses. A cela s'ajoutent les trémolos indignés sur l'aide que Cuba et le Nicaragua accorderaient aux combattants révolutionnaires salvadoriens.

Un premier durcissement

Ce changement d'attitude de l'impérialisme s'est traduit par quelques modifications immédiates dès l'investiture de Reagan. Tout d'abord les Etats-Unis décidèrent de ne plus verser au Nicaragua la dernière tranche de 15 millions de dollars sur le crédit de 75 millions qui lui avait été accordé. Ensuite l'ambassade salvadorienne à Managua fut fermée, tandis que l'ambassadeur US au Salvador, White, était révoqué. A sa place Reagan vient de nommer provisoirement un haut fonctionnaire du Pentagone, Frederic Chapin, qui depuis six mois n'a rien fait d'autre que de préparer les plans d'une intervention militaire massive au Salvador, notamment la constitution et l'entraînement d'une brigade héliportée d'intervention contre les forces armées révolutionnaires.

Une junte sans base sociale

Il y a de quoi s'inquiéter pour l'impérialisme. Il ne fait pas de doute que les prétendus efforts de réformes de la junte ont connu échec sur échec. La réforme agraire s'est heurtée à la résistance farouche des propriétaires terriens démocrates-chrétiens, les capitaux nécessaires à celle-ci manquent et enfin, sous couvert de réformes, l'armée s'est engagée dans une opération de "pacification" – dont les méthodes furent élaborées en Algérie et au Vietnam – et qui s'est soldée par d'innombrables assassinats. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la petite paysannerie et les travailleurs agricoles soutiennent le FDR et sa direction, le FMLN (Front Farabundo Marti de libération nationale).

L'armée salvadorienne tente de faire disparaître ses crimes en brûlant les cadavres de ses victimes.

L'attitude du patronat rend le Commandant en chef de l'armée salvadorienne, le colonel Gutierrez, pour le moins amer : *"Son manque d'objectivité et son obstination sont décourageants"* (sic !). Le colonel admet d'ailleurs son manque de base sociale, décrivant la démocratie-chrétienne comme étant *"sans force réelle"*. A l'intérieur de l'armée, le processus de différenciation interne a abouti à un renforcement des "ultras", partisans de la "Paix des cent mille morts", et au passage de certains secteurs au FDR. Ce fut le cas du colonel Majano, qui a rejoint l'opposition en décembre 1980. Récemment le groupe dit des "jeunes militaires" a conclu un accord avec le FMLN appelant au renversement de la junte. Ce groupe avait été le fer de lance du coup d'Etat qui, en octobre 1979, avait amené l'aile réformiste de l'armée au pouvoir. Durant l'année 1980, elle s'était toutefois fait éliminer des principaux centres du pouvoir. Cet accord ne met pas un terme aux différenciations internes à l'armée, qui à chaque offensive future du FMLN, connaîtra, selon toute vraisemblance, de nouveaux départs.

Les défections touchent aussi le personnel civil de la junte. Récemment le sous-secrétaire à la planification et le responsable de l'Institut national du café ont annoncé leur démission en raison de *"la militarisation de la vie politique"*. Ils affirment refuser *"une paix fondée sur la corruption et une conception répressive des corps de sécurité et du haut commandement de l'armée"*.

Soutien total au FMLN et au FDR

L'offensive de janvier du FMLN a été un facteur puissant des désagrégations de la junte, rendant difficile toute solution de transition gouvernementale négociée. Comme le colonel Gutierrez l'indique, un cessez-le-feu n'est possible que si l'une des parties en présence est très forte et l'autre très faible. Cela n'étant pas le cas aujourd'hui, un cessez-le-feu est impossible. L'impérialisme va donc prioritairement tout mettre en œuvre pour amener la défaite militaire et politique du FMLN et du FDR.

Certes l'offensive de janvier n'a pas correspondu aux déclarations du FDR qui l'avaient précédée. Ana Guadelupe Martinez, membre de la direction militaire unifiée du FMLN précise, dans une interview accordée au bulletin de solidarité IDES édité à Berlin, que les espoirs placés dans l'offensive avaient été exagérés en raison d'une *"politique de l'information fausse"*. Il n'en reste pas moins que le FDR/FMLN a pu élargir les zones qu'il contrôle, montrer sa capacité d'offensive militaire, même si l'unification à la base des forces composant le FMLN n'a pu encore être réalisée. Les villes n'ont pas connu des soulèvements populaires massifs, cela en particulier en raison des problèmes suscités par la répression qui imposent une autodéfense que le FMLN n'a pu garantir encore. Cependant les grèves dans les transports et dans certains secteurs industriels ont été significatives.

De nouveaux affrontements sont donc en perspective. Une fois encore, la solidarité militante du mouvement ouvrier doit s'affirmer avec éclat.

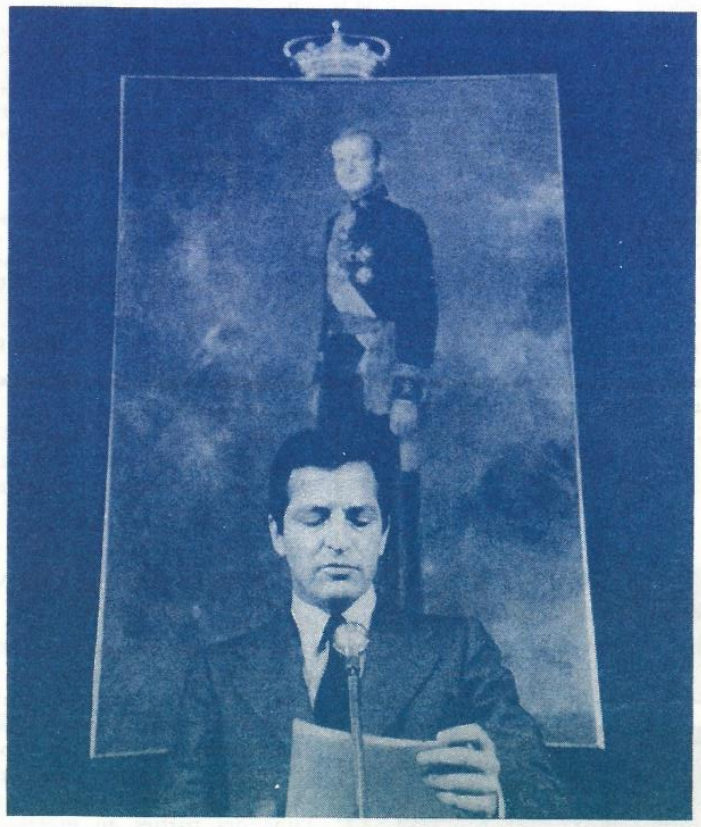
Soutien total à la lutte révolutionnaire du FMLN, du FDR et du peuple salvadorien !
Non à l'intervention impérialiste !
Rupture immédiate et complète des relations diplomatiques et économiques avec la junte !

André Meylan

La suppression de la référence à l'"eurocommunisme" par le PSUC (Parti socialiste unifié, la section catalane du Parti communiste espagnol) et la démission du premier ministre Adolfo Suarez sont les deux exemples les plus frappants de la crise d'orientation qui touche aussi bien la bourgeoisie espagnole que le mouvement ouvrier. L'article qui suit en présente les raisons de fond.

Espagne :

La gauche et la droite en crise



La société espagnole se trouve dans une crise profonde, économiquement, politiquement et socialement. En 1980, le Produit national brut (PNB) a connu une croissance de 1 o/o inférieure à celle de la population (compte tenu du retour des émigrés). Pour 1981, on prévoit une diminution de 1,5 o/o du PNB. L'année passée, l'inflation était de 15 o/o. Pour 1981, on estime qu'elle atteindra 16 à 17 o/o. En 1980, 500 000 emplois ont été supprimés, ce qui fit grimper le chômage à 12 o/o de la population active. Fin 1981, il y aura 2 millions de chômeurs en Espagne. Les deux régions les plus touchées sont l'Andalousie sous-industrialisée (grandes propriétés foncières) et le Pays basque surindustrialisé (sidérurgie et chantiers navals), qui possèdent toutes deux des mouvements nationalistes radicaux bien implantés.

La crise du gouvernement

Le gouvernement UCD (Union du Centre démocratique) a derrière lui une série de défaites. Il a perdu les élections communales d'avril 1979 et n'a conquis, lors des élections aux parlements catalan et basque, qu'un dixième des sièges. En outre, il a perdu le référendum sur l'autonomie de l'Andalousie; lors d'élections complémentaires pour le remplacement de deux sénateurs de l'UCD, les sièges sont passés à la social-démocratie (PSOE). En Galicie, seuls 25 o/o des électeurs participèrent à la votation sur le statut d'autonomie. Et dans les dernières élections générales l'UCD a connu de lourdes pertes.

La bourgeoisie n'est pas très contente de ce parti, qui a cependant réussi à sauver son Etat capitaliste par-delà la chute du franquisme. Malgré toute leur violence, les attaques gouvernementales au niveau et aux conditions de vie des travailleurs ne sont de loin pas assez brutales pour permettre, au moins partiellement, à l'économie de se régénérer. Mais si ces attaques "modérées" provoquent déjà une telle perte de popularité, pourquoi ne pas y aller franchement à l'image de Thatcher en Grande-Bretagne ?

L'incertitude gagne de plus en plus l'armée à propos des concessions en matière d'autonomie. Si ces concessions ne peuvent freiner la radicalisation (surtout au Pays basque et en Andalousie), pourquoi ne pas y renoncer tout simplement ?

Et l'Eglise se demande pourquoi elle a dû céder du lest sur la question du divorce et de l'enseignement. L'armée a pourtant pu refuser de réintégrer des officiers démocratiques expulsés sous Franco. Et la police et la justice continuent de travailler avec un personnel notoirement pro-franquiste.

Un glissement à droite limité

Ces intérêts et ces réflexions ont clairement inspiré l'offensive de l'opposition dans l'UCD et le retrait d'Adolfo Suarez, usé et détesté par tout le monde. Comme l'écrit l'un des correspondants étrangers de la Neue Zurcher Zeitung : *"D'une manière ou d'une autre, Suarez a dû céder à ce qu'on appelle le 'pouvoir de fait' de la droite espagnole : les militaires, les capitaines d'industrie et les évêques, tous mécontents de l'orientation suivie par le gouvernement. Dans ces conditions, on ne peut que très difficilement supposer qu'à l'avenir une politique gouvernementale plus à gauche puisse être suivie."* (NZZ, 2. 2. 1981).

Il n'y aura donc certainement pas de gouvernement de coalition avec le PSOE et la situation n'est pas encore mûre pour une alliance sur la droite avec la Coalition démocratique du néo-franquiste Fraga Iribarne. L'UCD va vraisemblablement continuer à gouverner seule, avec Calvo Sotelo comme premier ministre – qui lui au moins s'entend très bien avec les capitaines d'industrie – et en suivant un cours encore plus anti-ouvrier, centralisateur et répressif.

Malgré ses limites, ce glissement à droite n'est pas sans poser des problèmes à la bourgeoisie espagnole. Sans même parler des difficultés croissantes qu'il y aura du côté de la classe ouvrière et des minorités nationales et régionales, il va rendre plus difficile le consensus avec les partis gouvernementaux nationalistes-bourgeois des deux régions industrielles les plus importantes (avec celle de Madrid) : la Convergence démocratique de Catalogne et le Parti nationaliste basque.

La crise du mouvement ouvrier

Les tensions et la division de la bourgeoisie espagnole pourraient représenter une situation idéale pour le mouvement ouvrier pour passer politiquement à l'offensive, prendre le gouvernement et impulser une orientation anticapitaliste. Les travailleurs et les travailleuses ne manquent pas de combativité contre le gouvernement UCD.

Ils pourraient sans aucun doute le faire tomber au terme d'une mobilisation unitaire. Mais leurs directions majoritaires, le PSOE et le PCE (Parti communiste), ne sont absolument pas prêtes à prendre ce genre de responsabilités. Et parce qu'elles ne veulent pas mobiliser contre ce gouvernement anti-ouvrier, centralisateur et répressif, elles ont placé le mouvement ouvrier dans une crise profonde et sont elles-mêmes aussi divisées que l'UCD.

Depuis la signature fatale du Pacte de la Moncloa en octobre 1977 (véritable accord unilatéral de paix sociale), la classe ouvrière espagnole est sur la défensive. Les mobilisations ont diminué, les syndicats et les partis ouvriers ont perdu nombre d'adhérents. A quelques exceptions près, le PC et le PSOE ont renoncé à une action commune et, dans la foulée, accepté de capituler. Ils soutiennent une Constitution qui exclut le droit à l'autodétermination des minorités nationales et consacre l'inviolabilité de la propriété privée – et donc du capitalisme.

Ils participèrent aux mobilisations démagogiques contre l'ETA, mais ne firent rien lorsque des militants de gauche (même membres de leurs partis) furent assassinés par des policiers ou par l'extrême-droite. Ils restèrent passifs lorsque le chef de la Guardia Civil donna l'ordre à ses subordonnés de remettre "en bonne place" le portrait de Franco dans leurs locaux; ils ne bougèrent pas le petit doigt lors du scandaleux procès "Scala" de Barcelone, où trois travailleurs membres de la CNT (syndicat anarchiste) furent, malgré leur innocence, condamnés à 17 ans de prison par les juges franquistes – pour un incendie ouvertement organisé par la police et sur la base d'aveux extorqués par la torture.

Dans toutes les luttes ouvrières importantes contre la politique d'austérité de la bourgeoisie ils se sont comportés de manière réticente dans le meilleur des cas, et négativement dans la majorité des autres. A Bilbao 2 000 travailleurs et travailleuses de la fabrique "Olara" (métallurgie) luttent depuis des mois contre le licenciement, par un patron ouvertement fasciste, de 48 collègues combatifs. L'ensemble des réformistes, PSOE et PC avec leur syndicat respectif, l'UGT et les Commissions ouvrières (CCOO), ont tout fait pour diviser les travailleurs et empêcher que la solidarité ne s'étende à d'autres entreprises. En Andalousie, ils estimèrent que l'occupation des terres – fort bien organisée pourtant par le syndicat des travailleurs agricoles SOC – était irresponsable.

Pour les réformistes espagnols, il ne semble y avoir qu'une seule position responsable : celle de la capitulation devant l'offensive du capital. Aujourd'hui, alors qu'il serait possible de renverser le gouvernement de l'UCD, le PC plaide pour un gouvernement de coalition UCD-PSOE (où l'UCD décide de la politique à suivre et le PSOE la défend publiquement). Le PSOE lui-même assure la bourgeoisie qu'il ne se comportera pas de manière destructive dans une situation si difficile.

La base fermente

L'incertitude de larges couches ouvrières s'accompagne d'un mécontentement à l'égard des directions réformistes. Ce qui entraîna, dans le PSOE, le retrait de Felipe Gonzales et la formation d'un courant de gauche, l'"Izquierda Socialista". Qui se bat pour une unité de la gauche, contre la politique des compromis avec la droite et pour une mobilisation contre l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN. Le Parti socialiste andalou (PSA) s'est divisé en deux fractions de même force à cause de la collaboration très étroite de son dirigeant Rojas Marcos avec Suarez.

Les différenciations qui apparaissent dans le Parti communiste sont plus intéressantes. Dans le PC catalan (PSUC) – longtemps "avant-garde de l'eurocommunisme" – la vieille direction fut renversée par un courant "léniniste", qui s'appuie sur les Commissions ouvrières. Pour la base ouvrière du PSUC il s'agissait d'un authentique soulèvement contre des bureaucrates trop modérés. Cette percée dans le bastion du PCE provoqua une discussion d'une ampleur inconnue jusqu'alors sur la politique de compromission des directions du PCE, du PSOE, de l'UGT et des CCOO.

Même si L'"Izquierda Socialista" et les "léninistes" catalans ne suivent pas une orientation basée clairement sur l'indépendance de classe, et donc finiront un jour ou l'autre par capituler, elles témoignent d'un développement de la conscience politique dans la classe ouvrière espagnole qui offre d'intéressantes possibilités aux révolutionnaires.

Jo Lang

Elections syndicales:

GAINS DE L'UGT

Lors des élections syndicales, les Commissions ouvrières (CCOO) ont perdu 2,5 o/o des voix par rapport à 1979, rassemblant 30,5 o/o des suffrages. L'UGT passe de 21,6 o/o à 29,4 o/o. L'USO, soutenue financièrement ces dernières années par le gouvernement, passe de 3,7 o/o à 9,5 o/o, sans atteindre les 10 o/o nécessaires pour être représentée dans les négociations au niveau central. Les syndicats nationalistes, relativement forts au Pays basque, en Galicie et aux Iles Canaries atteignent 3,9 o/o dex voix (1979 : 1 o/o). Les non-syndiqués rassemblent 16,7 o/o. Il s'agit, dans la majorité des cas de travailleurs déçus par la politique de compromis des directions syndicales. Dans deux provinces, ils gagnent la majorité des délégués : en Navarre (44,6 o/o) et en Alava (27,6 o/o). Ces deux provinces ont une classe ouvrière radicalisée sans grande tradition d'organisation.

Pour juger correctement de ces résultats, il faudrait avoir plus de détails sur les résultats des sections modérées et radicales de l'UGT et des CCOO dans les différentes entreprises. Il semblerait que l'UGT ait profité du fait que, grâce à un accord particulier avec les patrons, elle pouvait présenter un résultat concret aux travailleurs (même s'il était maigre), alors que les CCOO avaient, correctement, refusé cet accord, sans pour autant mobiliser afin d'obtenir plus. Dans les entreprises où les Commissions ouvrières ont une direction combative, elles ont gagné dans la plupart des cas. Ainsi une liste unitaire combative des CCOO avec les syndicats nationalistes obtint 75 o/o des délégués dans la mine de Potasas (Navarre). L'UGT elle-même réalisa l'une de ses plus fortes avancées à Alava, où elle est dirigée par nos camarades de la LKI (Liga Kommunista Iraultzaiela), section basque de la LCR de l'Etat espagnol.